

N°26  
ÉTÉ 2015

1,5€  
2€ SOUTIEN

# Au CLAIR de la lutte

Bulletin de la Tendance CLAIRE du NPA

pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et RévolutionnairE

## Avec les Grecs



### International

*Kurdistan*

*Corée du Sud*

*Chine*

### France

*Réforme du collège*

*Luttes des migrant-e-s*

*Scission du POI*



# Dette publique grecque : restructurer ou annuler ?



Article pour L'Anticapitaliste du 23 juillet 2015

## Un accord qui fait l'impasse sur une restructuration inéluctable

La dette publique grecque est insoutenable. C'est clairement reconnu par le FMI, la Banque centrale européenne (BCE), les USA, et même désormais par le gouvernement allemand. Pourtant, l'accord du 13 juillet ne comprend aucune clause sur la dette. Il est seulement indiqué que des « mesures additionnelles » d'allègement de dette pourraient être envisagées si le gouvernement grec tenait ses engagements. Pour des raisons politiques, il était hors de question pour les gouvernements européens de faire la moindre « concession » à Tsipras sur la dette. L'enjeu était d'humilier et d'obtenir une capitulation totale associée à une mise sous tutelle de la Grèce.

## La dette grecque a déjà été restructurée

Entre 1950 et 1980, la dette publique grecque est restée stable autour de 25% du PIB. Sous Papandréou père, la crise et les taux d'intérêts élevés ont fait exploser la dette qui a atteint 100% du PIB au début des années 1990.

Après une période de stabilité entre 1993 et 2007, la dette s'est envolée à 170% du PIB en 2011. C'est la conséquence de la crise mondiale, qui a été considérablement accentuée en Grèce par le cadre de l'euro. La dette a alors été restructurée en 2012, non pas par générosité, mais pour tenter de la rendre « soutenable », c'est-à-dire que la Grèce continue à payer (un maximum) sans faire défaut. Les créanciers privés (principalement les banques) ont subi une perte d'environ 50% de leurs créances. 107 milliards de dette ont été effacées. Concrètement, les créanciers ont échangé leurs anciennes obligations contre des nouvelles de valeur plus faible et de durée plus longue. En outre, les créanciers publics se sont substitués aux créanciers privés. Aujourd'hui, les États européens, via le FESF (fonds européen de stabilité financière) ou par des prêts bilatéraux, détiennent environ 60% de la dette grecque, et la BCE et le FMI un peu moins de 10% chacun. La Grèce « bénéficie » en outre d'une période de grâce (suspension des remboursements) de 10 ans pour les prêts du FESF.

## Les propositions du FMI

Aujourd'hui, la dette publique est plus faible qu'avant la restructuration de 2012, mais comme le PIB a chuté en parallèle, elle n'a pas baissé en pourcentage du PIB. Elle est de 315 milliards, soit plus de 175% du PIB. Elle est donc toujours

insoutenable et une nouvelle restructuration est objectivement nécessaire. Le FMI anticipe désormais une dette à 200% du PIB d'ici deux ans, et suggère trois solutions pour rendre soutenable la dette : une période de grâce de 30 ans sur les prêts européens, des transferts annuels européens à la Grèce ou un effacement (« haircut ») partiel de la dette de l'ordre de 30% du PIB (environ 50 milliards). La piste des transferts est hors sujet car il faudrait qu'il existe un État européen fédéral. Celle d'un haircut est explicitement exclue par l'accord du 13 juillet. La seule piste envisageable est celle d'une restructuration sans effacement de la dette : suspension de certains remboursements, baisse des taux d'intérêts, etc.

## Non à la restructuration, oui à l'annulation totale !

Restructurer la dette, c'est le traitement classique d'un dette insoutenable dans un cadre capitaliste. C'est la solution défendue par les libéraux et les antilibéraux, avec des nuances sur l'importance de la restructuration. Mais la logique est la même : alléger le fardeau, sans le faire disparaître, pour que le système continue à fonctionner. Notre logique est opposée : annuler totalement la dette pour que le fardeau disparaîsse. Cela implique de dynamiter le système pour en construire un autre, émancipé du crédit lucratif et la propriété capitaliste.

Gaston Lefranc,  
le 23 juillet 2015

## CHRONIQUES HELLÉNIQUES

# Le combat ne fait que commencer contre l'accord Merkel/Hollande/Tsipras

## Colonisation de la Grèce ou rupture anticapitaliste avec l'UE !



Dans la nuit du mercredi au 15 au jeudi 16 juillet, le parlement grec a adopté en urgence l'accord conclu le 13 juillet entre Tsipras et les gouvernements européens avec 229 pour, 64 contre, 6 abstentions, et 1 absent. Comme nous l'avons déjà expliqué<sup>1</sup>, cet accord est encore pire que celui rejeté massivement par les Grecs lors du référendum du 5 juillet. Le programme de Syriza est enterré, l'austérité est décuplée, et le pays est transformé en colonie de l'UE : aucune mesure importante ne pourra être prise sans l'accord de la Troïka et un fonds sous supervision européenne liquidera 50 milliards de ressources publiques grecques pour financer les remboursements de la dette.

### Les députés de Syriza approuvent largement le mémorandum alors qu'une majorité du comité central s'est opposé à l'accord

Après le choc de l'annonce de l'accord, la contestation interne dans Syriza a pris rapidement de l'ampleur. Très vite, la jeunesse de

Syriza s'est positionnée contre l'accord et a appelé à la mobilisation. Les dirigeants de la plateforme de gauche de Syriza ont également rejeté l'accord. Surtout, mercredi 15 en début d'après midi, une majorité de membres du comité central de Syriza (109 sur 201) ont publié une déclaration<sup>2</sup> contre l'accord, qualifié de « *coup d'État dirigé contre toute notion de démocratie et de souveraineté populaire* ». Cela faisait écho aux premières prises de positions dans les instances de base de Syriza qui appelaient les députés à rejeter l'accord.

Tsipras a alors mis tout son poids dans la balance pour contenir la contestation chez les députés. Le vote a été présenté comme un vote de confiance personnelle engageant la survie du gouvernement. Contrairement au 10 juillet où les députés de la plateforme de gauche (sauf 2 d'entre eux) avaient refusé de bloquer les négociations avec la Troïka, ceux-ci ont pris position clairement contre l'accord. Lafazanis, le principal dirigeant de la plateforme de gauche, a réitéré dans la journée du 15 juillet son appel au gouvernement pour qu'il répudie l'accord. Il a expliqué que la sortie de l'euro était la seule solution et que le gouvernement devait la préparer. La plateforme de gauche tiendra un meeting lundi 20 juillet prochain où elle présen-

tera son plan détaillé de Grexit<sup>3</sup>. La contestation s'est étendue au-delà de la plateforme de gauche. La présidente du parlement (Kontantopoulou) et Varoufakis ont dénoncé l'accord et l'ont confirmé par leur vote<sup>4</sup>. Les démissions se sont succédées : la vice-ministre des finances (Nadia Valavani) qui a déclaré : « *Je ne vais pas voter en faveur de ce projet de loi et je crois qu'on ne peut pas rester au gouvernement si on vote contre* » ; le secrétaire général du ministère de l'économie, le secrétaire général chargé de la sécurité sociale au ministère du travail ; etc.

Toute cette contestation interne pouvait laisser penser qu'une grande partie des députés de Syriza, voire même peut-être une majorité, pourrait se prononcer contre l'accord. Tsipras était d'ailleurs sur la défensive, étant obligé de reconnaître que l'accord était « mauvais » et qu'il ne croyait pas lui-même en cet accord, mais qu'il n'y avait pas d'autre choix. Mais finalement, seuls 32 députés de Syriza (sur 149) ont voté contre l'accord, 6 s'abstenant, 1 étant absent, et les autres ont voté pour. Certains députés, au dernier moment, ont changé d'avis et ont voté pour, ce qui a suscité un brouhaha au moment des votes. Les députés de Syriza ont ainsi voté très largement contre l'avis majoritaire de

1. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=780>

2. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/breve.php?id=13865>

3. On en connaît déjà les grandes lignes : les grandes orientations : <http://tendanceclaire.npa.free.fr/breve.php?id=13807>

4. Tout en se levant pour applaudir le discours de Tsipras au parlement appelant à voter OUI juste avant le vote !

leur parti. Si les députés de la plateforme de gauche ont voté contre l'accord, ils continuent pour le moment de soutenir le gouvernement et refusent de le quitter ! Ce soutien a été réitéré après le vote par Lafazanis jeudi 16 juillet qui tente de s'accrocher à son poste au gouvernement. Un député de la plateforme de gauche a d'ailleurs indiqué à un journal grec que si ce vote était un vote de confiance il aurait voté oui, mais que étant donné que l'opposition allait soutenir le texte, il allait voter non. On mesure bien toutes les limites de ce positionnement, qui s'accompagne pour le moment d'un refus de mobiliser les travailleurs contre l'accord, et donc contre le gouvernement chargé de l'appliquer.

L'opposition pour le OUI au référendum a voté unanimement pour le mémorandum : pas une voix de la Nouvelle Démocratie, du Pasok, de Potami n'ont manqué à Tsipras. Les députés de la droite « souverainiste » (Anel, qui participe au gouvernement) ont également voté pour l'accord. Son dirigeant (Kammenos) avait dénoncé l'accord dans des termes très durs... pour finalement se coucher et garder son poste de ministre de la défense ! Les députés du KKE (15) et d'Aube dorée (17) ont sans surprise voté contre l'accord.

### **Mobilisation en Grèce contre le mémorandum et répression contre nos camarades**

La principale confédération du public, ADEDY, avait appelé (pour la première fois depuis l'élection de janvier) les fonctionnaires à la grève mercredi 15 juillet. C'était également le cas du syndicat des

travailleurs des collectivités locales. Des mairies, administrations, pharmacies étaient fermées, tandis que les hôpitaux de la capitale grecque tournaient avec des effectifs réduits. Il y a eu plusieurs rassemblements à Athènes, mais la plus grosse mobilisation a eu lieu le soir devant le parlement. Plus de 15 000 manifestante-s ont fait pression sur les députés, et ils se sont heurtés à une féroce répression. Une cinquantaine de manifestants ont été arrêtés, dont deux camarades de l'OKDE-Spartakos (composante d'Antarsya), l'un d'entre eux étant violemment frappé par les flics<sup>5</sup>.

Nos camarades d'Antarsya (coalition de la gauche anticapitaliste) participent pleinement aux mobilisations. Leur influence est d'ailleurs importante dans ADEDY, ce qui n'est pas sans impact sur le positionnement de la confédération. Dans un communiqué le 14 juillet, Antarsya a fait savoir qu'elle organise et appelle à organiser des réunions dans tous les lieux de travail et des quartiers, à mettre en place dès que possible des comités de grève, et à s'opposer à la bureaucratie syndicale de la GSEE (principale confédération du privé). C'est en effet la voie à suivre : les travailleurs ne doivent compter que sur leurs propres forces, leur propre auto-organisation pour bloquer l'accord de la honte approuvé par le parlement.

### **Il existe une alternative à l'austérité et à la colonisation du pays : la rupture anticapitaliste avec l'UE !**

Les députés de la gauche de Syriza refusent donc pour le moment

de rompre avec le gouvernement. Cette position est intenable. On ne peut pas soutenir un gouvernement dont la feuille de route est entièrement contenue dans un accord qu'on dénonce ! Par ailleurs, l'opposition a fait savoir qu'elle refusait d'entrer dans le gouvernement. Tsipras maintient donc pour le moment son gouvernement, mais cela ne pourra pas durer bien longtemps. Un gouvernement d'union nationale pourrait voir le jour très rapidement, et la Troïka va pousser dans ce sens là. Mais quelle que soit la configuration, le gouvernement aura de grandes difficultés à appliquer sa feuille de route. Des mobilisations importantes se dresseront sur la route du gouvernement, et il est très important aujourd'hui de populariser une alternative, alors que Tsipras martèle qu'il n'y en a pas.

La plateforme de gauche de Syriza a le mérite de proposer une alternative et de ne pas se prosterner derrière le fétiche euro. Mais son projet d'une rupture antilibérale avec l'euro n'est pas une solution pour les travailleurs. Comme le reconnaît honnêtement l'économiste Lapavitsas, leur projet est de rompre avec l'euro pour mettre en œuvre une politique « keynésienne modérée »<sup>6</sup> pour sortir de l'austérité. Nous partageons avec eux la volonté de rompre avec l'euro, d'annuler la dette (même si pour eux l'annulation ne doit pas être totale) et de nationaliser le secteur bancaire. Mais pour eux, il s'agit de sortir de l'euro pour dévaluer la monnaie et regagner en compétitivité sans que cela ne passe par une baisse (directe) des salaires. Cette voie est une impasse : quand le capitalisme est en crise, il n'est pas possible de sortir de l'austérité.

5. Voir le communiqué du NPA : <http://tendanceclaire.npa.free.fr/breve.php?id=13885>

6. <https://www.jacobinmag.com/2015/06/syriza-troika-lapavitsas-austerity-tsipras/>

7. Cf. nos nombreuses contributions sur ce point : <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=all&keyword=%C3%A9conomie>

rité avec un programme keynésien d'augmentation des dépenses publiques et de hausses de salaires<sup>7</sup>.

La seule alternative à l'austérité, c'est la rupture avec le capitalisme, qui implique évidemment de rompre avec l'UE et l'euro, mais aussi la nationalisation des secteurs clé de l'économie, le contrôle des travailleurs sur les moyens de production, le commerce extérieur, et la monnaie. Il ne s'agit pas de sortir de l'euro pour créer une nouvelle monnaie capitaliste échangeable sur les marchés financiers. Ne pas remettre en cause la dicta-

ture des marchés, c'est se condamner à mettre en place les mêmes politiques d'austérité que la logique du capitalisme impose. L'expropriation des capitalistes à l'intérieur d'un pays doit donc s'accompagner de mesures结构elles de protection de la pression des marchés extérieurs : monopole étatique du commerce extérieur et monnaie inconvertible. Ce sont des conditions nécessaires pour qu'une production socialisée au service des besoins sociaux puisse se développer sans être broyée par la loi de la va-

leur. Une alternative anticapitaliste est possible en Grèce. Il ne s'agit pas de construire le socialisme dans un seul pays, mais le processus de rupture avec l'ordre capitaliste commencera bien quelque part, et il est de la responsabilité des anticapitalistes d'apporter des réponses concrètes à des situations concrètes, sans se contenter de formules générales sur la révolution mondiale...

Gaston Lefranc,  
le 16 juillet 2015

## CHRONIQUES HELLÉNIQUES

# L'accord de la honte

Il y a quelques heures, le gouvernement Tsipras vient d'accepter les propositions préparées par les gouvernements français et allemand. Un troisième accord « d'aide » va être signé entre la Grèce et l'Union Européenne.

Cet accord est une attaque énorme contre les travailleurs et le peuple grecs, un programme d'austérité et de privatisations, encore plus grave que les précédents. Les retraites et les préretraites vont être diminuées d'une façon drastique, les services et les dépenses publics vont être amputés, les lois sociales seront abrogées, la TVA et les prix de produits de première nécessité vont augmenter. Des privatisations pour 50 milliards d'euros sont décidées, avec comme destination les banques et le paiement de la dette.

La Grèce va payer ses dettes, de façon à garantir de nouvelles possibilités d'endettement. Le cycle austérité-endettement n'est donc pas prêt de finir. Il s'agit d'un saut qualitatif dans les privatisations, puisque sous les gouvernements sociaux-démocrates et conserva-

teurs, Athènes n'avait privatisé ces dernières années que pour 5 milliards d'euros. La seule concession qui a pu être obtenue par Tsipras c'est le fait que ce fonds de privatisation n'aura pas son siège au Luxembourg, comme voulait au départ l'Eurogroupe, mais en Grèce. Il n'en reste pas moins qu'il sera sous le strict contrôle de la Troïka.

En définitive, c'est la misère pour la population et la classe ouvrière et la mise sous tutelle de la Grèce. L'accord concerne aussi les travailleurs de France et pas seulement parce qu'Hollande est un de ses initiateurs. C'est aussi une victoire du gouvernement contre la classe ouvrière et la jeunesse ici et de toute l'Europe. La crise capitaliste est payée par les travailleurs, les jeunes, les chômeurs, les retraités. Hollande et les patrons sont aujourd'hui plus forts pour appliquer leur politique d'austérité et de misère.

C'est une trahison du mandat que le gouvernement Tsipras avait reçu dans le référendum du 5 juillet, quand les 2/3 de la population ont voté contre les pro-

grammes d'austérité de l'Union européenne. Un gouvernement qui se dit de gauche, qui est arrivé au pouvoir avec la promesse d'en finir avec l'austérité, et qui est aujourd'hui le garant du plan des capitalistes et des gouvernements européens. Le gouvernement de Tsipras joue avec la démoralisation du peuple grec et conduit à sa défaite.

C'est une triste réalité qui demande de la réflexion et de la détermination. En Grèce, des organisations (y compris à l'intérieur de Syriza, le parti de Tsipras), des militants, des syndicats, des comités, se mobilisent contre l'accord. Aujourd'hui, la solidarité avec le peuple grec passe par le soutien avec celles et ceux qui se mobilisent dans la rue et jusqu'au Parlement contre la signature de l'accord, contre les privatisations, pour la nationalisation des banques et des entreprises stratégiques, pour la santé et l'éducation, pour la réquisition de la banque centrale et le contrôle des travailleurs sur la monnaie et les échanges extérieurs.

**Il s'agit de rompre avec le FMI, la troïka et les pro-**

## grammes et institutions capitalistes.

En France, la première nécessité est de manifester contre la signature de l'accord Tsipras-Union européenne, pour l'annulation immédiate et sans condition de la dette et en solidarité avec celles et ceux qui s'apprêtent à se mobiliser

pour rejeter cette nouvelle escalade de misère pour les travailleurs et la jeunesse de Grèce.

Mais il nous faut également organiser la riposte contre le gouvernement Hollande qui n'a qu'un seul objectif : faire avaler la couleuvre de l'austérité aux salariés en France pendant qu'il continue

d'engraisser les patrons.

En Grèce comme ailleurs, il faut mettre les capitalistes hors d'état de nuire !

**Elu-e-s P3 et P5  
du comité exécutif du NPA,  
le 14 juillet 2015**

### CHRONIQUES HELLÉNIQUES

# Combattre l'accord Merkel/Hollande/Tsipras !

(Projet d'éditorial non majoritaire pour *L'Anticapitaliste*)

## Combattre l'accord Merkel/Hollande/Tsipras !

Une semaine après la victoire du NON au référendum, Tsipras a capitulé devant la Troïka. Il accepte un accord bien pire que celui qui a été rejeté par le peuple grec. En s'enfermant dans une logique de négociation et en excluant toute rupture avec la Troïka, il s'est condamné à accepter un accord ignoble. On sait désormais que Varoufakis avait proposé de prendre des mesures unilatérales, notamment en réquisitionnant la banque centrale grecque. Il a été viré pour cela : pas question de contester les décisions de la Troïka ! Le bilan de six mois de négociations est terrible : les mesures d'austérité sont aggravées et la Grèce est placée

sous tutelle. Aucune mesure importante ne pourra être prise sans l'aval des « institutions » et un fond sous supervision européenne sera chargé de liquider les actifs publics grecs.

La capitulation soulève l'indignation de nombreux Grecs. L'enjeu sera de vaincre la résignation et de construire un tous ensemble pour empêcher l'application de cet accord. Tsipras n'a pas de mandat populaire pour devenir le gouverneur de la Troïka en Grèce. Il n'a pas de mandat non plus pour s'appuyer sur les saigneurs de la Grèce (Pasok, Nouvelle Démocratie...) pour imposer une thérapie de choc.

Nous sommes totalement solidaires des travailleurs grecs qui se mobilisent contre cet accord dans des conditions très difficiles.

Et nous tirons une leçon de ces six premiers mois du gouvernement Tsipras : la rupture avec l'austérité est impossible sans rupture avec le capitalisme et ses institutions (nationales et européennes). En finir avec l'austérité exige de rompre avec la Troïka, d'annuler la dette publique, de nationaliser les banques et les secteurs clé de l'économie. Cela passe par le contrôle des travailleurs sur les moyens de production, sur le commerce extérieur, sur la monnaie. Il faut mettre les capitalistes hors d'état de nuire et compter sur nos propres mobilisations pour vaincre tous les obstacles que les capitalistes dresseront pour garder leur main-mise sur nos vies.

**Elu-e-s P3 et P5  
du comité exécutif du NPA,  
le 14 juillet 2015**

## CHRONIQUES HELLÉNIQUES

# Note sur la situation en Grèce

## Tsipras capitule devant la Troïka – L'accord Tsipras/Troïka met la Grèce sous tutelle de l'Union européenne

### Combattre cet accord et mettre en avant une alternative anticapitaliste à l'austérité

Une semaine après la victoire du NON au référendum en Grèce, Tsipras a accepté un accord bien pire encore que celui rejeté par le peuple grec. Comment en est-on arrivé là ? Quelles perspectives mettre en avant ?

### Le contenu de l'accord du 13 juillet

L'accord du 13 juillet part des propositions de Tsipras du 9 juillet (cf. ci-dessous), mais il les aggrave considérablement.

Un calendrier accéléré pour le vote des premières contre-réformes a été fixé : d'ici le 15 juillet, le parlement grec devra voter la hausse de la TVA, des mesures sur les retraites, et une règle de réduction automatique des dépenses publiques en cas de « dérapage » par rapport à la cible d'excédent primaire.

Outre les mesures proposées par le gouvernement grec le 9 juillet, le gouvernement devra notamment prendre des mesures supplémentaires sur les retraites, libéraliser davantage le marché des produits (ouvertures le dimanche, déréglementation des professions protégées, etc.), privatiser l'opérateur d'électricité (ADMIE), faciliter les licenciements collectifs

Mais ce n'est pas tout. Outre des mesures supplémentaires, l'accord du 13 juillet marque surtout la mise sous tutelle de la Grèce :

- un fonds, supervisé par les institutions européennes, sera chargé de privatiser 50 milliards d'actifs publics. Il s'agit d'un dépeçage du pays, sachant que les gouvernements précédents n'avaient privatisé « que » 5 milliards d'actifs. Les trois quart du montant des privatisations serviront à rembourser la dette, un quart seulement pourra servir à l'investissement ;
- l'administration grecque sera « dépolitisée » « sous l'égide de la Commission européenne » ; une proposition de loi devra être présentée d'ici le 20 juillet ;
- le gouvernement grec devra soumettre et avoir l'accord de la Troïka avant de pouvoir soumettre au parlement des propositions de loi sur les sujets importants ;
- le gouvernement grec devra modifier les lois votées depuis janvier et contraires à l'accord du 20 février (sauf la loi sur la crise humanitaire).

La logique de l'accord est la suivante : le gouvernement devra faire la preuve qu'il respecte ses engagements pour pouvoir obtenir de nouveaux prêts.

Aucune annulation partielle de la dette (« haircut ») n'est accordée : « Le sommet de la zone euro souligne que l'on ne peut pas opérer de décote nominale sur la dette ». Aucune restructuration de la dette (par divers mécanismes) n'est accordée. L'accord stipule simplement que d'éventuelles mesures

pourront être discutées plus tard, et seront de toute façon conditionnées à la mise en œuvre intégrale des ordres de la Troïka (BCE-FMI-Commission). En attendant, le gouvernement s'engage à rembourser intégralement et dans les temps ses créanciers.

Cet accord est donc pire que la proposition des créanciers qui a été soumise au référendum le 5 juillet. S'y ajoute en effet une mise sous tutelle humiliante de la Grèce.

### Pourquoi Tsipras accepte-t-il aujourd'hui un accord pire que celui qu'il a refusé il y a quelques jours ?

Depuis son élection, Tsipras a adopté une stratégie qui ne pouvait le conduire qu'au désastre d'aujourd'hui. En effet, en se refusant à envisager toute rupture avec la Troïka, il s'est condamné à céder chaque jour davantage. Par l'accord du 20 février, il renonçait à toute mesure unilatérale, et donc renonçait à essayer d'appliquer son programme. Depuis, la Troïka a asphyxié la Grèce en cessant de prêter à la Grèce alors que Tsipras a continué à rembourser les créanciers. Fin juin, alors même qu'il avait fait une proposition intégrant la quasi-totalité des exigences de la Troïka, celle-ci en demandait toujours plus. Tsipras a alors refusé, mais, au lieu de rompre avec la Troïka, il a appelé à un référendum, en indiquant qu'une victoire du NON lui permettrait de faire plier la Troïka et d'obtenir un meilleur accord.

Malgré la victoire du NON, le rapport de force devenait de plus en plus défavorable pour Tsipras. En effet, la Troïka a asphyxié l'économie grecque en coupant les liquidités à destination des banques

grecques. Les banques ont du fermer, les retraits d'argent ont été sévèrement limités, et des pénuries ont commencé à apparaître. En refusant d'envisager tout plan B, et alors que l'économie grecque sombrait, Tsipras ne pouvait que supplier ses bourreaux d'être cléments. Et bien entendu, ils ne lui ont fait aucun cadeau, poussant le bouchon le plus loin possible.

## Du référendum du 5 juillet à l'accord du 13 juillet

Après la victoire du NON dimanche 5 juillet, les choses ont été très vite. Dès le lendemain, Tsipras a organisé l'union nationale autour d'une nouvelle proposition aux créanciers reprenant grossièrement le contenu de ce qui avait été rejeté par les Grecs. Varoufakis a été viré ; on sait désormais qu'il avait proposé de prendre des mesures unilatérales, notamment en réquisitionnant la banque centrale grecque : pas question de contester les décisions de la Troïka, la sanction a été immédiate ! Lundi 6 juillet toujours, une déclaration commune a été signée par Syriza et les partisans du OUI ; et le gouvernement grec a envoyé jeudi soir une proposition coécrite avec les conseillers de Hollande, qui allait bien plus loin que la dernière proposition grecque du 22 juin. Le plan d'austérité grec était évalué à 13 milliards contre 8 milliards précédemment. Les mesures contre les retraités étaient aggravées, les mesures contre les plus riches allégées, conformément aux exigences de la Troïka. Et Tsipras n'a fait de la résistance que sur la réduction des dépenses militaires... !

Tsipras a justifié ce retournement au nom de deux concessions ou promesses avancées par les créanciers. La première est un plan d'investissement de 35 milliards d'euros, en réalité déjà prévu par la Commission Européenne, et

qui ne consiste qu'à un déblocage des fonds structurels et agricoles européens actuellement gelés par Bruxelles. La seconde concerne la restructuration de la dette. Aujourd'hui, on ne peut que constater que Tsipras n'a obtenu aucune de ces deux concessions.

Hollande a immédiatement salué le plan de Tsipras dont il était le coauteur... Mais comme on pouvait le craindre, l'Eurogroupe de samedi 11 juillet a voulu profiter de sa position de force pour obtenir des concessions supplémentaires de Tsipras. Dès le début de la réunion, le président de l'Eurogroupe Dijsselbloem a expliqué que les réformes présentées par le gouvernement grec « ne suffisent pas » pour envisager un accord sur une reprise de l'aide internationale à Athènes. Il a été soutenu par le ministre des finances allemand Schäuble. Celui-ci a alors proposé un plan de mise sous tutelle de la Grèce : transfert de 50 milliards d'actifs publics grecs dans un fond géré par l'UE qui les privatiserait pour rembourser la dette grecque ; placement de l'administration grecque sous la tutelle de la commission européenne ; coupes automatiques de dépenses publiques pour atteindre la cible de déficit public. A défaut, Schäuble proposait une sortie de la Grèce de l'euro pour 5 ans. On peut constater aujourd'hui que les propositions de Schäuble se retrouvent pour l'essentiel dans l'accord signé lundi matin. Le seul aménagement obtenu par Tsipras est la localisation du fond de gestion des actifs publics en Grèce... mais ce fond sera bien sous supervision de la Troïka.

## Quel positionnement de la gauche de Syriza ?

Dans la nuit du vendredi 10 au samedi 11 juillet, le parlement a massivement autorisé Tsipras à poursuivre les négociations avec la

Troïka sur la base de ses propositions. Tous les partisans du OUI au référendum ont voté pour les propositions de Tsipras. Quant aux députés de Syriza, seuls 2 ont voté contre, dont la députée Gaitani du groupe DEA. Les députés de la plateforme de gauche ont voté pour (pour la plupart) ou se sont abstenus. La gauche de Syriza a critiqué le plan de Tsipras, lui a opposé une sortie de l'euro, une nationalisation des banques, et l'effacement de la plus grande partie de la dette... mais a refusé de bloquer la marche vers la signature d'un accord odieux. Les députés de la gauche de Syriza (à part deux d'entre eux) ont donc maintenu leur soutien au gouvernement tout en critiquant les propositions qui allaient mener à l'accord du 13 juillet. Lafazanis, le principal dirigeant de la plateforme de gauche (qui s'est abstenu), a ainsi résumé leur positionnement : « Je soutiens le gouvernement mais je me refuse de soutenir un programme d'austérité ». Et Primikiris, autre dirigeant de la gauche de Syriza (qui a voté pour) a expliqué : « nous avons décidé, en tant que courant, de voter 'pour', non pas 'pour' le plan en tant que tel mais pour que le gouvernement continue à négocier ». Plutôt que d'organiser immédiatement la résistance, les principaux dirigeants de la plateforme de gauche ont donc laissé faire Tsipras et a contribué à désorienter la base de Syriza.

Depuis l'annonce de l'accord de lundi matin, de plus en plus de députés expriment leur malaise et leur rejet de l'accord, mais l'incertitude demeure sur leur positionnement exact (abstention ou vote contre). Les proches de Tsipras agitent la menace du bâton pour faire rentrer dans le rang un maximum de récalcitrants : Stathakis, le ministre de l'économie, a indiqué que les députés qui ne

respecteraient pas la discipline devraient être exclus du parti. Lafazanis a indiqué qu'il ne voterait pas l'accord, sans préciser s'il s'abstiendrait ou voterait contre, tout en indiquant vouloir rester au gouvernement (Kammenos, le dirigeant de Anel, la droite souverainiste, a la même position). Mardi 14 juillet, il appelait Tsipras à revenir en arrière et à rejeter l'accord. Il faut qu'une pression maximale s'exerce pour qu'un maximum de députés de Syriza s'opposent à l'accord et rompent avec le gouvernement. A court terme, un gouvernement d'union nationale regroupant les partisans de l'accord (la droite de Syriza et tous les partisans du OUI au référendum) pourrait alors voir le jour, mais il serait immédiatement contesté car illégitime.

Des secteurs de la gauche de Syriza appellent désormais clairement à s'opposer à l'accord et à la mobilisation. Kouvelakis indique qu'il s'agit d'une « capitulation totale et inconditionnelle » de Tsipras. La jeunesse de Syriza a appelé à la mobilisation lundi soir, et on a pu voir de nombreux jeunes d'Antarsya et de Syriza défiler ensemble à Athènes. La riposte est en marche...

### **Mobilisation en Grèce et en France contre l'accord Tsipras/Merkel/Hollande !**

La trahison de Tsipras soulève l'indignation de nombreux Grecs. D'ores et déjà, des secteurs de Syriza appellent à la mobilisation contre l'accord. C'est aussi le cas du KKE, et de nos camarades d'Antarsya. Vendredi 10 juillet, entre 8.000 et 20.000 manifestants se sont opposés aux propositions de Tsipras.

Dimanche soir, un rassemblement plus modeste a eu lieu à Athènes à l'appel d'Antarsya. Des rassemblements ont également eu lieu lundi soir.

La principale confédération du public (ADEDY) appelle à la grève mercredi pendant l'examen de l'accord au parlement grec. C'est aussi le cas du syndicat des travailleurs municipaux (POE-OTA). L'enjeu aujourd'hui est de dépasser tous les sectarismes et que toutes les forces du mouvement ouvrier (KKE, Antarsya, gauche de Syriza, syndicats, comités populaires...) s'unissent pour construire un grand mouvement de grève pour bloquer l'accord de la honte.

Nous sommes pleinement solidaires de ces mobilisations en Grèce, et nous prenons des initiatives pour construire une mobilisation en France sur la base du refus de l'accord et de la condamnation du rôle central de Hollande. Cet accord doit être rejeté en France et en Grèce.

### **Quelle alternative à l'austérité et à la mise sous tutelle de la Grèce ?**

Les dirigeants du Front de gauche ont défilé sur les plateaux de télévision pour appuyer la proposition d'accord de Tsipras et ont salué le rôle positif de Hollande. Ils ont ciblé la méchante Allemagne. Ils ont ainsi montré à quel point leur posture anti-austérité était compatible avec leur soutien à des politiques d'austérité terribles, sous prétexte qu'il fallait à tout prix arriver à un accord et que le Grexit serait la pire chose qui pouvait arriver aux Grecs. Pierre Laurent a salué l'accord de la honte, n'hésitant pas à proférer les mensonges les

plus grossiers, comme au bon vieux temps. Le parti de gauche critique l'accord, appelle les parlementaires à s'y opposer, mais considère que Tsipras n'avait pas le choix, considérant que le Grexit est la pire solution ! Curieux pour un parti qui estime sur le papier (cf. son texte de congrès) qu'en cas d'impossibilité d'appliquer son programme dans le cadre de l'UE, alors il faut rompre...

Ce qui se passe en Grèce montre l'impasse totale dans laquelle se trouvent les antilibéraux. Faute de vouloir rompre avec le capitalisme et ses institutions, ils se condamnent à appliquer les mêmes politiques que les libéraux. Il est essentiel, en solidarité avec les anticapitalistes grecs, que nous popularisions une voie alternative. Car l'austérité n'est pas une fatalité et la mobilisation pourra se développer d'autant plus que les travailleurs sont convaincus qu'une alternative existe.

Cette alternative passe par la rupture avec la Troïka et avec les institutions du capitalisme. A l'jonction du paiement de la dette, nous opposons l'annulation de la dette. Au pouvoir patronal, nous opposons la nationalisation des banques et des entreprises stratégiques sous contrôle des travailleurs. A la dictature de la BCE, nous opposons la réquisition de la banque centrale et le contrôle des travailleurs sur la monnaie et les échanges extérieurs. Aujourd'hui plus que jamais, nous devons défendre ces perspectives, pour ne pas laisser le champ libre au désespoir et aux fascistes.

**Elu-e-s P3 et P5  
du comité exécutif du NPA,  
le 14 juillet 2015**

## CHRONIQUES HELLÉNIQUES

# L'Eurogroupe de dimanche exige des mesures d'austérité supplémentaires et une mise sous tutelle de la Grèce

On connaît désormais le document de l'Eurogroupe transmis cet après midi aux dirigeants de la zone euro, qui se réunissent actuellement.

Le document fait 4 pages.

- Page 1 : <http://www.real.gr/Files/Articles/Document/432279.pdf>
- Page 2 : <http://www.real.gr/Files/Articles/Document/432283.pdf>
- Page 3 : <http://www.real.gr/Files/Articles/Document/432285.pdf>
- Page 4 : <http://www.real.gr/Files/Articles/Document/432286.pdf>

Ce document comporte des passages qui ont fait consensus et des passages (entre crochets) qui restent débat.

**Parmi ce qui fait consensus :**

- l'adoption par le parlement grec d'une batterie de mesures, notamment sur la TVA et les retraites d'ici le 15 juillet (c'est-à-dire dans 3 jours !) ;
- l'exigence que le gouvernement grec fasse des propositions supplémentaires sur les retraites, sur la libéralisation du marché des biens, sur la libéralisation du marché du travail ; exigence de privatisations supplémentaires, notamment exigence que l'opérateur d'électricité ADMIE soit privatisé ;

- la mise sous tutelle de l'administration grecque par la commission européenne afin de « dépolitiser » l'administration publique ;
- l'obligation de soumettre les futurs projets de loi aux institutions européennes avant de les soumettre au parlement ;
- l'obligation d'honorer les futures échéances de remboursement de la dette ;
- aucune annulation partielle de dette (« haircut ») ne sera accordée à la Grèce.

Il est indiqué que les mesures ci-dessus sont des conditions « minimales » pour commencer des négociations qui pourront éventuellement déboucher sur un programme d'aide (c'est-à-dire des prêts)... !

**Parmi ce qui reste en débat (pas de consensus) :**

- le transfert de 50 milliards d'actifs publics au sein d'un fonds géré par l'UE (et localisé au Luxembourg) qui serait chargé de privatiser pour rembourser la dette ;
- la discussion sur des mesures visant à lisser le service de la dette afin de s'assurer que les remboursements se fassent à un

rythme soutenable. En tout état de cause, cette discussion est renvoyée à plus tard.

Il y a donc un consensus des créanciers pour exiger un durcissement des mesures d'austérité et une aggravation de la mise sous tutelle de l'État grec. Il demeure néanmoins quelques désaccords entre créanciers. En tout état de cause, cela rend un hypothétique accord encore plus odieux. C'est une raison supplémentaire pour s'opposer au projet d'accord.

**Rupture immédiate des négociations avec la Troïka ! Aucun accord !**

**Réquisition immédiate de la Banque centrale grecque ! Émission d'une nouvelle monnaie inconvertible ! Contrôle des travailleur/ses sur la monnaie et le commerce extérieur !**

**Annulation de la dette publique !**

**Nationalisation sous contrôle des travailleur/ses des banques et des entreprises stratégiques !**

Gaston Lefranc,  
le 12 juillet 2015 (19h30)

## CHRONIQUES HELLÉNIQUES

# Schaüble propose de transformer la Grèce en colonie de l'UE : rupture anticapitaliste avec l'UE !



## Mobilisation contre la proposition de mémorandum de Tsipras

Vendredi soir, de 8.000 (selon la police) à 20.000 manifestants ont manifesté à Athènes contre les propositions de Tsipras à la Troïka. Beaucoup de militants du KKE et du PAME (syndicats liés au KKE), mais aussi des militants d'Antarsya (en grand nombre) et de Syriza (en petit nombre).

## La gauche de Syriza se couche devant Tsipras

Dans la nuit de vendredi à samedi, le parlement grec a discuté des propositions de Tsipras. Celui-ci a manœuvré pour empêcher un vote clair sur ses propositions, mais il a imposé un vote sur un mandat pour poursuivre les discussions sur la base de ses propositions. Nuance subtile...

Avant le vote, la plateforme de gauche de Syriza avait critiqué le plan de Tsipras et avait proposé un plan alternatif de sortie de l'euro, de nationalisation du secteur bancaire et d'effacement de la plus grande partie de la dette : <http://tendanceclaire.npa.free.fr/breve.php?id=13768>. Mais la plateforme de gauche a capitulé devant Tsipras. 15 députés ont voté

pour le mandat à Tsipras en accompagnant ce vote d'une déclaration expliquant qu'ils s'opposaient aux propositions, mais qu'ils votaient « oui » parce qu'ils soutenaient toujours le gouvernement ! 8 autres députés se sont abstenus, dont le ministre de l'énergie et dirigeant de la plateforme de gauche Lafazanis et l'économiste marxiste Lapanitsas. Lafazanis a expliqué que « la proposition n'est pas compatible avec notre programme », que « *le NON du peuple grec au référendum ne peut pas se transformer en un humiliant oui et déboucher sur un nouveau mémorandum* »... mais il tient visiblement à rester pour le moment ministre et donc il s'est gentiment et courageusement abstenu. Seuls deux députés de Syriza ont voté contre (Gaitani, députée de DEA, et Psarea) et n'ont pas capitulé. La présidente du parlement (Konstantopoulou) s'est absente et Varoufakis, qui a un sens aigu de la famille, a prétexté une visite à sa fille pour ne pas avoir à voter.

Kammenos (ministre de la défense et dirigeant de Anel, parti de droite souverainiste) a fait un discours au vitriol, déclarant que les propositions de Tsipras étaient « illégales » et « non constitutionnelles ». Il est notamment furieux en raison de la concession de Tsipras sur la fin du régime fiscal spécial pour les îles. Mais il a conclu son intervention en expliquant qu'il allait voter OUI (comme tous les autres députés de son parti) parce que le dilemme était entre la capitulation et la guerre civile !

Au final, parmi les 162 députés de la majorité (sur 300 parlementaires), 2 ont voté contre, 8 se sont abstenus, et 9 étaient absents. En revanche, il n'y avait aucune défection du côté des partisans du OUI au référendum : les députés de la Nouvelle Démocratie, du Pasok, de Potami ont voté pour le mandat à Tsipras. En revanche, les députés d'Aube dorée et du KKE ont voté contre. Le résultat est donc 251 pour, 32 contre, 8 abstentions, 9 absents.

## Comme Tsipras exclut toute rupture, la Troïka en demande encore plus, logique !

Comme on pouvait s'y attendre, la Troïka ne veut pas se contenter des propositions de Tsipras. Comme celui-ci n'a pas de plan B, il se contraint à accepter le pire, et la Troïka aurait tort de ne pas en profiter. Tsipras a déjà considérablement aggravé les mesures d'austérité par rapport à sa proposition de fin juin. Cela a été salué vendredi par les experts de la BCE, du FMI, et de la Commission européenne, et par le gouvernement français. Mais au début de l'Eurogroupe d'aujourd'hui, le président Jeroen Dijsselbloem a expliqué que les réformes présentées par le gouvernement grec « ne suffisent pas » pour envisager un accord sur une reprise de l'aide internationale à Athènes. Il a été soutenu en ce sens par le ministre des finances allemand, Wolfgang Schäuble, pour qui les négociations s'annoncent « extrêmement difficiles ».

Les discussions au sein de l'Eurogroupe n'ont pas débouché sur une position commune des créanciers samedi soir. Même s'il existe des « faucons » (Allemagne, Finlande, Pays Bas, etc.) et des « colombes » (France, Chypre, Italie), tous sont d'accord pour exiger des concessions supplémentaires à Tsipras. Et certains exigent que le gouvernement fasse d'abord les contre-réformes et que dans un second temps seulement les prêts seront versés si les créanciers sont satisfaits. Et il est certain que la Troïka ne fera pas cadeau à Tsipras du moindre effacement de dette (« haircut »).

### **Schaüble propose de transformer la Grèce en colonie de l'UE !**

Outre les exigences actuelles de la Troïka, Schäuble a même proposé un véritable plan de colonisation de la Grèce<sup>1</sup>

- transfert de 50 milliards d'actifs publics grecs dans un fond géré par l'UE au Luxembourg qui les privatiserait pour rembourser la dette grecque ;
- placement de l'administration grecque sous la tutelle de la commission européenne ;

- coupes automatiques de dépenses publiques pour atteindre la cible de déficit public.

La Grèce devrait mettre en place toutes ces réformes, et sous condition que cela satisfasse les créanciers, alors les créanciers pourraient à nouveau prêter à la Grèce... ! A défaut, Schäuble propose une sortie de la Grèce de l'euro pour 5 ans.

L'impasse complète de Tsipras... et la nécessité d'une rupture anticapitaliste avec l'UE !

On peut mesurer aujourd'hui à quel point la politique de Tsipras mène la Grèce au désastre. Depuis janvier, il a passé son temps à négocier et à marteler fièrement qu'il n'avait pas de plan B. Sans menace crédible, les négociations ne pouvaient mener qu'à un accord odieux. Même si Tsipras ne voulait pas d'une rupture avec l'UE, il avait au moins intérêt à agiter cette menace, mais il ne l'a jamais fait. Et il se retrouve aujourd'hui contraint à accepter le pire.

L'attitude de la Troïka rend malgré tout la position de Tsipras de plus en plus intenable. On peut espérer qu'elle renforce la mobilisation (dans Syriza et à l'extérieur de Syriza) pour imposer la rupture avec la Troïka, et donc la rupture avec l'UE et l'euro. On peut espé- rer que la Troïka se trompe dans ses calculs et en demande tellement trop que cela aboutisse à une rupture « accidentelle ». Un sommet des dirigeants de la zone euro commence cet après-midi à 16h.

**Nos camarades d'Antarsya appelle ce dimanche à la mobilisation à 19h, appelle à l'auto-organisation, à la mise en place de comités populaires.** Il n'y a aucune solution magique, mais les anticapitalistes révolutionnaires doivent défendre, non pas un Grexit temporaire de 5 ans dans le cadre voulu par Schäuble, mais une sortie anticapitaliste de l'UE, dont les axes sont les suivants :

- Réquisition immédiate de la Banque centrale grecque !  
Émission d'une nouvelle monnaie inconvertible !  
Contrôle des travailleurs/ses sur la monnaie et le commerce extérieur !**
- Annulation de la dette publique !**
- Nationalisation sous contrôle des travailleur/ses des banques et des entreprises stratégiques !**

Gaston Lefranc,  
le 12 juillet 2015 (13h)

1. cf. son texte : <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=778>

## CHRONIQUES HELLÉNIQUES

# La trahison de Tsipras : une proposition de capitulation est faite à la Troïka



Tsipras a transmis à la Troïka des propositions détaillées peu avant minuit hier :

<http://tendanceclaire.npa.free.fr/breve.php?id=13756>

Le gouvernement se plie complètement aux exigences des créanciers en vue d'obtenir 50 milliards sur 3 ans (dans le cadre d'un « troisième plan d'aide »), et reprend donc les propositions rejetées massivement par les grecs dimanche dernier. Il aggrave considérablement ses propositions du 22 juin dernier, puisque le plan d'austérité est évaluée à 13 milliards d'euros sur trois ans contre 8 milliards précédemment. Ces propositions ont été écrites en collaboration avec un groupe de technocrates français mandatés par le gouvernement français.

- La proposition prévoit un excédent primaire (avant paiement des intérêts de la dette) de 1% en 2015, 2 % en 2016, 3 % en 2017 et 3,5 % en 2018
- la TVA est massivement augmentée. Le taux normal de TVA à 23% concernera également la restauration comme l'exigeait la Troïka. La décote dans les îles sera progressivement supprimée, ce qui constituait une ligne rouge pour ANEL, le parti de droite souverainiste qui participe au gouvernement

– sur les retraites, les dépenses seront réduites de 0,25 à 0,5% en 2015, 1% en 2016. Suppression des retraites anticipées, âge de départ à la retraite à 67 ans en 2022 (comme l'exige le FMI, alors que le gouvernement grec proposait jusqu'alors un passage en 2025), suppression du complément retraite pour les plus fragiles d'ici 2019, gel des retraites complémentaires jusqu'en 2021, hausse des cotisations santé des retraités

- les mesures frappant les plus riches et les capitalistes sont allégées par rapport à la dernière proposition grecque : le taux de l'impôt sur les sociétés passerait de 26% à 28% (et non 29%) comme l'exigeaient là aussi les créanciers
- les privatisations vont être amplifiées en 2016
- Tsipras ne fait de la résistance que sur la réduction des dépenses militaires (100 millions en 2015 et 200 millions en 2016), moindre que ce que demandent les créanciers (400 millions).
- Tsipras s'engage à nouveau à libéraliser les marchés des biens et services, à déréglementer certaines professions, à flexibiliser le marché du travail
- Il s'engage aussi à faire baisser la masse salariale dans la fonction publique en pourcentage du PIB, à accroître les inégalités salariales (« décompresser la distribution des salaires »), à recruter des managers pour mettre en place un nouveau management, une rémunération au mérite.

– Il s'engage à soumettre l'institut de statistiques à la tutelle des institutions européennes, alors même que ces institutions sont accusées d'avoir grossi le chiffre du déficit public pour justifier les plans d'austérité.

Comment Tsipras compte-t-il justifier une telle trahison ? Il compte négocier deux « concessions ». La première est une pure escroquerie : il s'agit d'un plan d'investissement de 35 milliards déjà promis par Juncker, et qui n'est en réalité que le déblocage des fonds structurels et agricoles actuellement bloqués par la commission européenne. La seconde concerne la restructuration de la dette. Alors que Samaras avait obtenu un allègement de la dette, tout indique que Tsipras serait prêt à se contenter d'un vague engagement à restructurer la dette. Concession en outre purement fictive et symbolique, puisque tout le monde sait que cette dette devra être restructurée... pour que les grecs puissent continuer à la payer. Le FMI estime que la dette devra être allégée de 30%.

Comme nous n'avons cessé de le répéter, le refus de Tsipras d'envisager toute rupture avec la Troïka et l'UE ne pouvait que déboucher sur la proposition d'un accord encore plus odieux qu'avant le référendum, car l'étranglement de l'économie grecque oblige Tsipras à tout céder.

## Le combat s'engage contre le projet d'accord avec la Troïka

Sans surprise, le gouvernement français (associé à l'écriture des

propositions de Tsipras) a accueilli très positivement les propositions grecques, et indique clairement que les Européens devront discuter d'une restructuration de la dette.

En revanche, la pilule va être dure à faire passer accepter par Syriza. Le parlement grec doit en discuter ce vendredi après midi, et chaque député devra se prononcer dans le cadre d'une procédure d'urgence.

Hier soir, le ministre de l'Énergie Panagiotis Lafazanis, représentant de la plateforme de gauche, et le chef des Grecs Indépendants, Panos Kammenos, ont refusé de signer le projet de loi.

Dès cette nuit, la petite tendance communiste de Syriza (qui n'a pas de député) a dénoncé la trahison de Tsipras et appelle chaque député de Syriza à rejeter le texte :

<https://www.facebook.com/ProtobouliaGiaEnanEpanastatikoSyriza/posts/916510648388339>

Stathis Kouvelakis a également appelé cette nuit tous les députés de Syriza à rejeter le projet d'accord. Mais l'incertitude plane autour de l'attitude exacte des députés de la plateforme de gauche. Lafazanis lui-même refuse pour le moment de dire ce qu'il va voter. Si un nombre suffisant de députés de la gauche de Syriza s'opposent à l'accord, Tsipras pourra alors constituer une nouvelle majorité avec la droite pro-mémorandum, et

la déclaration d'union nationale signée lundi (par Syriza, Anel, Potami, Pasok, Nouvelle Démocratie) pourra prendre alors tout son sens.

Six membres de la direction d'ADEDY (confédération syndicale des travailleurs du public) ont demandé une réunion immédiate du comité exécutif du syndicat, et appellent d'ores et déjà à la mobilisation vendredi, samedi, et dimanche. D'ores et déjà, un rassemblement est prévu aujourd'hui à Athènes à 19h30. Nous sommes pleinement solidaires des grecs qui se mobiliseront pour que leur vote de dimanche soit respecté.

Cet après-midi, devant les députés, Tsipras a mis tout son poids pour faire plier la gauche de Syriza : « *Soit nous continuons tous ensemble, soit nous tombons tous ensemble* » a-t-il dit, comme s'il n'y avait pas d'alternative à un accord avec la Troïka. De façon astucieuse, il veut pour l'instant éviter un vote sur sa proposition, et il demande aux députés une sorte de procuration pour aller défendre ce texte à l'Eurogroupe et au sommet de dimanche.

Mais la résistance se manifeste ouvertement à Syriza. Cinq membres de Syriza dont trois députés ont publié un communiqué disant notamment : « *A cette heure, le gouvernement peut et doit répondre au chantage des institutions en leur proposant le choix suivant :* »

*soit un programme sans nouvelle cure d'austérité, avec un financement et une réduction de la dette, soit une sortie de la zone euro et la suspension des paiements de la dette injuste et non viable* »

L'enjeu est très important. Il faut que des mobilisations se développent en Grèce et en Europe pour empêcher la conclusion d'un accord odieux ce week-end qui bafouerait le vote des Grecs de dimanche dernier.

— **Rupture immédiate des négociations avec la Troïka ! Non à tout accord avec la Troïka !**

— **Réquisition immédiate de la Banque centrale grecque ! Émission d'une nouvelle monnaie inconvertible ! Contrôle des échanges extérieurs par les travailleurs/ses !**

— **Rupture anticapitaliste avec l'UE !**

— **Nationalisation sous contrôle des travailleur/ses des banques et des entreprises stratégiques !**

— **Annulation de la dette publique !**

Gaston Lefranc,  
le 10 juillet 2015 (15h)

## CHRONIQUES HELLÉNIQUES

# Malgré la large victoire du NON au référendum, Tsipras prépare un accord odieux avec la Troïka



Après la fête de la victoire dimanche soir, les lendemains sont difficiles. Très difficiles. Les choses s'accélèrent et laissent pour l'instant penser qu'on se dirige vers un accord dimanche 12 juillet lors du sommet des chefs d'État européens.

**Lundi, Tsipras a viré son ministre de l'économie Varoufakis** dont la tête était depuis longtemps réclamée par les créanciers. Son intervention virulente dimanche soir, en contradiction avec le discours apaisant et de concorde nationale de Tsipras, a sans doute précipité la décision de Tsipras. Ce même lundi, une **déclaration commune signée par les partis gouvernementaux (Syriza et Anel) et les partisans du OUI (Nouvelle Démocratie, Pasok, Potami)** s'est permise d'interpréter le sens du vote des grecs : ils se seraient exprimés pour la poursuite des négociations avec la Troïka ! Par cette déclaration, Tsipras tourne la page du référendum pour afficher une

convergence de vue avec les partisans du OUI.

Malgré les signes d'ouverture de Tsipras, **la Troïka est restée ferme et n'a fait aucune concession**. Hollande et Merkel ont demandé à la Grèce de rédiger une nouvelle copie. La BCE a encore durci davantage les conditions de financement des banques grecques. Conséquence : les banques resteront fermées au moins jusqu'à lundi prochain et les retraits aux guichets automatiques sont toujours limités à 60 euros par jour. En étranglant l'économie grecque, la Troïka montre qu'elle est prête à tout pour arriver à ses fins, c'est-à-dire la conclusion d'un accord odieux avec le gouvernement grec.

**Mardi**, alors qu'un rapport du FMI indique que la dette devra être restructurée (ce qui n'est pas un scoop !), et qu'environ 30% de la dette devra être effacée pour que la Grèce puisse continuer à payer, le gouvernement allemand main-

tient sa position : on pourra « *parler de la possibilité de réduire la dette seulement quand le gouvernement grec montrera qu'il met en œuvre les réformes* », a précisé Sigmar Gabriel, ministre SPD de l'économie. **Pas question donc d'accorder à Tsipras une restructuration de la dette en contrepartie d'un nouveau mémorandum**. Autrement dit, l'Allemagne ne veut même pas accorder à Tsipras ce qu'elle avait accordé à Samaras. L'Eurogroupe de l'après midi tourne court : le gouvernement grec ne fait aucune nouvelle proposition, mais indique qu'elle fera une proposition le lendemain. En fin de soirée, **les dirigeants de la zone euro fixent un ultimatum à Tsipras** : ils lui donnent jusqu'à jeudi soir pour déposer une demande pour un « troisième programme d'aide » (le second a expiré fin juin) auprès du Mécanisme européen de stabilité (MES) accompagnée d'un plan complet de ré-

formes à moyen terme, soit au moins deux ans. Si ce plan est jugé insuffisant, il est clairement indiqué que la Grèce devra sortir de l'euro.

**Mercredi matin, le nouveau ministre de l'économie grec, Tsakalotos, a écrit une lettre au MES pour un programme d'assistance financière sur trois ans.** Pour l'obtenir, il propose de mettre en œuvre dès le début de la semaine prochaine des mesures sur les retraites et les taxes ; il propose de rembourser tous les créanciers et d'utiliser les nouveaux prêts... pour rembourser les prêts actuels, et il fait allégeance aux institutions européennes en s'engageant à respecter les règles de bonne conduite. Pas un mot sur l'exigence de restructuration de la dette. **Le gouvernement grec doit ensuite formuler ce jeudi des propositions précises.** Malgré la victoire du NON, le rapport de forces est tel que des journalistes indiquent que Tsipras devra faire de nouvelles concessions pour parvenir à un accord. Autrement dit, proposer un plan plus dur que celui qui a été rejeté par les grecs le 5 juillet...

**Jeudi matin**, selon le quotidien grec « *Kathimerini* », on apprenait que le gouvernement grec projettait un plan d'austérité de 12 milliards d'euros sur 2 ans contre 8 milliards dans sa proposition précédente.

**Il reste désormais 3 jours pour éviter le pire**, à savoir un accord, forcément odieux, avec la Troïka. Tsipras s'engage clairement dans cette voie. **Le principal dirigeant de la plateforme de gauche de Syriza, Lafazanis, est sorti de son silence et a fait savoir qu'il s'opposait à un accord avec la Troïka et préférerait une sortie de l'euro à un accord odieux.** Si la gauche de Syriza refuse un accord (ce qui est probable), la déclaration commune de lundi avec les partisans du OUI pourrait alors prendre tout son sens politique et préfigurer d'un nouveau bloc majoritaire. Mais nous n'en sommes pas encore là. **Antarsya, la coalition de la gauche anticapitaliste indépendante de Syriza, appelle à la mobilisation pour la rupture des négociations et le refus de tout accord avec la Troïka.** C'est en effet

la question clé des prochains jours. La victoire du NON au référendum ne suffit pas ; il faut que la mobilisation, en Grèce et ailleurs, se poursuive pour empêcher tout accord.

— **Rupture immédiate des négociations avec la Troïka ! Non à tout accord avec la Troïka !**

— **Réquisition immédiate de la Banque centrale grecque ! Emission d'une nouvelle monnaie inconvertible ! Contrôle des échanges extérieurs par les travailleurs/ses !**

— **Rupture anticapitaliste avec l'UE !**

— **Nationalisation sous contrôle des travailleur/se-s des banques et des entreprises stratégiques !**

— **Annulation de la dette publique !**

Gaston Lefranc,  
le 9 juillet 2015 (16h)

## CHRONIQUES HELLÉNIQUES

# Et après le NON ?



## Pourquoi ce référendum du 5 juillet ?

Depuis son accession au pouvoir le 25 janvier, Tsipras a passé l'essentiel de son temps à négocier avec la Troïka.

Et à capituler !

En contradiction avec leurs déclarations flamboyantes d'avant campagne, les dirigeants de Syriza ont presque tout accepté : flexibi-

lisation du marché du travail, libéralisation des marchés des biens et services, remboursement de la dette, diminution des dépenses publiques, suppression des retraites anticipées, âge de départ à la retraite à 67 ans d'ici 2025 puis 2022, hausse de la TVA, amplification des privatisations en 2016, etc<sup>1</sup>.

Seule contrepartie demandée par Tsipras : une « restructuration » de la dette.

Mais même ça, la Troïka a re-

1. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=764>

fusé de l'accorder alors qu'elle sait très bien que la Grèce ne pourra pas respecter ses échéances.

Tsipras était donc dans une impasse : vu qu'il ne gagnait strictement rien en échange, il ne pouvait pas signer l'accord scélépat que lui proposait la Troïka sans perdre toute crédibilité.

Il ne voulait pas non plus rompre avec la Troïka et encore moins avec l'UE et l'euro.

D'où le référendum qui lui a permis de souffler et de donner le change à ses électeurs.

### **La victoire du NON malgré la coalition de toutes les forces du système**

Le NON a gagné malgré la campagne d'abrutissement et de terreur qui s'est abattue sur les travailleurs grecs menée par les patrons les médias, les ecclésiastiques, les personnalités, la BCE, etc...

Les grecs ont donc eu bien du mérite à vaincre cette odieuse intimidation, rejetant ainsi la Troïka et les mesures d'austérité, et donc implicitement les propositions de Tsipras qui avait tout accepté.

La victoire du OUI aurait été catastrophique, en Grèce et dans toute l'Europe, car elle aurait donné une légitimité populaire aux mémorandums. Cela aurait accentué la démoralisation parmi les travailleurs en assenant qu'il n'y a pas d'alternative à l'austérité. La victoire du NON est donc une excellente nouvelle.

### **Mobilisation obligatoire pour poursuivre sur cette victoire**

Mais même avec la victoire du NON, la situation reste grave car Tsipras s'apprête à proposer un mémorandum quasi identique voire pire : son ministre de l'économie, dans une lettre du 8 juillet

au MES (mécanisme européen de stabilité) s'engage à faire des réformes tout de suite, et l'objectif que la dette soit restructurée n'apparaît même plus ; par contre il est dit que les créanciers devront être remboursés, et que les nouveaux prêts devront servir à cela !

Tsipras n'est pas en position de force dans les négociations qu'il s'acharne à poursuivre car il craint plus que tout la rupture avec l'Euro, il continue donc à se soumettre au terrorisme de la Troïka et donc à trahir le vote des grecs.

La gauche anticapitaliste grecque et notamment Antarsya (parti de 3 000 militants) exige de Tsipras qu'il rompe les négociations et aille jusqu'au bout de la démarche : la question de la rupture avec l'euro ne peut plus être esquivée.

Car l'évidence est là : on ne peut pas rompre avec la Troïka, et encore moins annuler la dette, nationaliser les banques, les entreprises stratégiques sans rompre avec l'UE.

Si on croit qu'il n'y a pas de solution en dehors de l'euro, il faut assumer qu'il n'y a pas de solution DU TOUT !

C'est la victoire assurée pour la Troïka et son cortège d'austérité.

La Troïka a fixé un ultimatum à Tsipras qui expire ce dimanche 12 juillet. En l'absence de mobilisation, il est fort probable que Tsipras signera un accord odieux avec la Troïka.

Il est donc décisif que des mobilisations importantes se développent pour empêcher cela, pour imposer la rupture avec la Troïka et des mesures d'urgence : réquisition de la banque centrale grecque (qui entraîne de fait la rupture avec l'euro), annulation totale de la dette, nationalisation sous contrôle des travailleurs des banques et des entreprises stratégiques. Les anticapitalistes grecs d'Antarsya mobilisent sur cette base là, et nous devons leur apporter notre soutien, en faisant connaître leur combat, et en mobilisant ici sur les mêmes bases, et non pour une autre Europe, pour une autre BCE, ou pour un autre François Hollande.

### **C'est possible !**

**Comme le fait la gauche anticapitaliste grecque, il faut oser envisager** ce que pourrait être une rupture anticapitaliste avec l'euro

**Si comme Antarsya le préconise, la banque centrale grecque était réquisitionnée** il faudrait émettre une nouvelle monnaie inconvertible dont la parité échapperait aux marchés financiers et établir le monopole étatique du commerce extérieur.

Si le gouvernement grec émettait, via la banque centrale, une nouvelle monnaie inconvertible :

- les dépôts grecs seraient convertis en nouvelle monnaie (appelons là drachme) ;
- les détenteurs de monnaie étrangère (dont l'euro) ne pourraient pas convertir leur monnaie en drachmes, et donc s'approprier les ressources produites en Grèce ;
- le commerce extérieur se rait contrôlé par les autorités publiques. Les exportations grecques permettraient d'obtenir des devises étrangères qui permettraient de financer les importations (payées en devises étrangères).

Personne ne dit que ce serait facile car la réaction des autres pays de la zone Euro serait terrible, mais ce pourrait être le début de quelque chose, d'un vrai mouvement d'émancipation et de solidarité internationale entre travailleurs de toute l'Europe. En tout cas c'est la seule voie acceptable du point de vue des travailleurs

C'est ça ou l'austérité accrue et la misère assurée pour les grecs.

— Solidarité avec les travailleurs grecs qui ont infligé une défaite retentissante à la bourgeoisie internationale !

- Solidarité avec les anticapitalistes grecs qui nous montrent la voie !
- Rupture immédiate des négociations avec la Troïka !
- Réquisition immédiate de la

**Banque centrale grecque !**

— Rupture anticapitaliste avec l'UE !

Gaston Lefranc,  
le 9 juillet 2015

## FRANCE

# Crise sans précédent du lambertisme : l'explosion du POI est en cours



Depuis plusieurs mois, une crise couvait dans le POI (Parti ouvrier indépendant, ex-PT). Elle vient d'éclater ces jours-ci avec une violence inouïe. Commencée plus précisément dans le CCI (Courant communiste internationaliste, section française de la « Quatrième internationale » lambertiste), qui est le courant fondateur et hégémonique du POI, auquel il fournit l'essentiel de ses dirigeant-e-s et cadres, elle gagne maintenant le POI lui-même. Elle va avoir des répercussions importantes dans les syndicats, notamment dans FO, où les lambertistes occupent des fonctions d'encadrement et de direction, dans la Libre pensée et d'autres structures qu'ils/elles dirigent, ainsi que dans les organisations de la quarantaine de pays où ce courant existe. Elle met aux prises deux camps, qui représentent à ce stade respectivement 2/3 et 1/3 des forces du CCI : c'est donc d'ores et déjà la crise la plus importante de l'histoire du lambertisme. Des bribes d'informations, des rumeurs et des documents des deux camps circulent désormais bien au-delà des rangs du

*POI. Avant que la presse bourgeoise ne saisisse en déformant les faits, il est indispensable de donner les éléments exacts et dûment vérifiés, car cela intéresse tout le mouvement ouvrier et tout particulièrement les anticapitalistes.*

## Aux origines de la crise actuelle du lambertisme

S'il est certes peu connu sur le plan médiatique, s'il s'invisibilise lui-même en refusant le plus souvent de manifester avec les autres organisations et s'il est marqué par une politique de tendance républicaine et réformiste, le POI est un parti dont il serait gravement erroné de sous-estimer l'importance. Ce parti se réclame de la lutte des classes et de l'anticapitalisme, c'est une organisation importante de l'extrême gauche au sens large du terme, puisqu'il compte 4 à 5 000 adhérent-e-s, dont 2 000 militant-e-s du CCI, et son journal est vendu à 8-10 000 exemplaires. Une grande partie de ses militant-e-s sont des cadres voire des dirigeant-e-s syndicaux, surtout à FO, mais aussi à la CGT et un peu à la FSU (animant la tendance URIS – 4% des voix au congrès fédéral). La force de ce courant s'est manifestée récemment dans la réunion du 6 juin, qui a rassemblé 900 militant-e-s, la plupart syndicalistes CGT et FO,

une partie significative n'étant pas au POI.

Pierre Lambert, le principal fondateur de ce courant politique, qui le dirigeait d'une main de fer, est mort en 2008. Depuis – comme toujours dans ce genre d'organisations dirigées par un patriarche historique et autoritaire – des rivalités se sont aiguisées dans la direction. Le principal dirigeant, Daniel Gluckstein, promu par Lambert depuis les années 1980 et secrétaire national du PT, puis du POI, n'a pas réussi à faire l'unanimité, mais au contraire toutes les vieilles frustrations silencieuses qu'avaient suscitées sa promotion rapide (alors même qu'il ne venait pas du bercail de l'OCI des années 1970, mais de la LCR...) ont commencé à resurgir.

Mais c'est l'échec du POI, fondé en 2008 dans la foulée de la campagne de Gérard Schivardi, qui provoque la crise actuelle. Censé avoir été lancé avec près de 10 000 adhérent-e-s, le POI en a perdu près de la moitié. Quant au CCI, il est incapable de se développer, composé pour l'essentiel de cadres âgé-e-s, recruté-e-s dans les années 1970, pour la plupart à la retraite – les plus jeunes étant généralement des enfants ou petits-enfants de cette génération...

## Les deux orientations en présence

L'échec du POI a conduit la majorité du CCI (2/3 de la direction nationale) à expérimenter une autre politique, consistant à minorer la construction du POI lui-même au profit d'un regroupement mis en place pour gagner en priorité des syndicalistes, en s'appuyant sur les effets que la politique du PS ne manquent pas de produire chez les cadres de FO et de la CGT. Pour cette majorité du CCI, la classe ouvrière reste insensible aux principaux mots d'ordre politiques du POI et la principale résistance aux attaques du gouvernement passe par les cadres syndicaux. L'idée est donc de constituer un cadre plus large que le POI, organisée autour du journal *Informations ouvrières* (qui est pourtant officiellement le journal du POI...). Ainsi est-ce sous l'égide de ce journal et de cette orientation que s'est tenue la réunion de 900 syndicalistes le 6 juin, où la majorité du CCI a décidé que le POI ne s'exprimerait pas en tant que tel...

La minorité du CCI (1/3 de la direction nationale), emmenée par Daniel Gluckstein, ex-n° 1 du CCI et toujours secrétaire national du POI, accuse la majorité de vouloir liquider le POI et de renoncer à la construction du parti au profit d'une politique qui se réduit à l'adresse aux syndicalistes. Cette minorité estime que la priorité est de construire le POI comme parti pour résoudre le problème de la représentation politique de la classe ouvrière, donc en posant la question du pouvoir – ce qui se réduirait à ses yeux aux mots d'ordre de « rupture avec l'Union européenne » et d'« Assemblée constituante pour rétablir la démocratie dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu ». En ce sens, la minorité est plus politique

et « basiste », alors que la majorité assume davantage le parasyndicalisme tourné vers les appareils syndicaux, qui est l'une des principales marques de fabrique du lambertisme.

Cependant, sur le fond politique, il ne s'agit en fait – en tout cas à ce stade – que de nuances. La majorité ne met pas en cause l'orientation du POI et la minorité ne conteste pas l'importance majeure donnée à la construction chez les cadres syndicaux de FO et de la CGT – et surtout elle ne critique pas la confusion entretenue depuis des décennies par le lambertisme entre les syndicats, leur appareil et leur direction, confusion qui a permis de justifier l'alliance stratégique nouée avec des appareils syndicaux, à commencer par celui de FO en France. Ainsi les résolutions de la direction nationale du CCI comme du Conseil national et du Bureau national du POI étaient-elles encore votées à l'unanimité ces derniers mois. Un timide amendement de Daniel Gluckstein n'est apparu pour la première fois dans la DN du CCI qu'en avril, sans que son rejet empêche le vote unanime de la résolution finale... Ces nuances, qui commençaient à s'exprimer à l'oral depuis moins d'un an, ont commencé à s'exprimer davantage avec la crise de la CGT, la préparation de la journée d'action du 9 avril et la préparation de la réunion autour d'*Informations ouvrières* du 6 juin.

## L'absence de démocratie empêche la discussion de se développer sur le terrain politique

Dans une organisation démocratique, ces nuances auraient été développées, discutées tranquillement, car il est tout à fait normal de débattre régulièrement de la façon de construire son parti, surtout dans une situation difficile comme

celle que nous connaissons, marquée par la violence des attaques du gouvernement et la crise du mouvement ouvrier. Mais le lambertisme est un courant politique qui, s'il réclame sans cesse la « démocratie » dans sa presse (au nom de la « République une et indivisible » !), se caractérise surtout par l'absence de toute culture démocratique en interne. Depuis des décennies, toutes les divergences se sont réglées par la violence bureaucratique, des exclusions régulières, des calomnies ignobles, l'humiliation des individus... Depuis une tendance éphémère en 1989, bien vite disparue, il n'y a pas eu de tendances dans le CCI, alors que les statuts les autorisent, car les membres qui voulaient en constituer une ou qui commençaient à exprimer des divergences qui auraient pu y conduire, ont été soigneusement isolé-e-s et exclu-e-s. De plus, la majorité des dirigeants sont de vieux permanents (une quarantaine en tout, par ailleurs essentiellement des hommes bien virilistes), recrutés dans les années 1970, qui ont largement dépassé l'âge de la retraite sans avoir jamais connu le monde du travail, sont inamovibles à leurs postes depuis 40 ans, largement coupés du monde réel auquel ils/elles n'ont accès que par des cadres syndicaux et les militant-e-s du POI, pénétrés d'habitudes bureaucratiques.

Parmi les dernières exclusions collectives, cette direction décida par exemple celle de la poignée de militant-e-s qui fondèrent ensuite le Groupe CRI en 2002, et qui virent d'abord refuser leurs demandes de tendance dans le CCI puis dans le PT, avant d'être exclu-e-s sur la base de calomnies, accusé-e-s notamment d'être en lien avec la préfecture de police ! Bien plus importante fut la décision prise par le secrétariat international de la QI lambertiste d'exclure la majo-

rité de la section brésilienne (l'une des plus importantes) à la veille de son congrès où s'annonçait un changement de majorité (avec notamment une descente de la minorité et d'une délégation du secrétariat international au local national de l'organisation pour s'en emparer, changer les serrures et garder le journal...). De même encore, la direction nationale du CCI (même pas du PT !) n'avait pas hésité en 2005 à exclure les 2/3 de la fédération du PT de l'Yonne au seul prétexte qu'ils/elles avaient voté... contre l'exclusion de leur secrétaire fédéral (après avoir pourtant été d'accord avec la direction pour condamner à l'unanimité sa critique jugée scandaleuse d'une bureaucrate lambertiste de FO...). La liste des exclusions serait trop longue. Mais, dans tous les cas, incapable de justifier sur le fond politique des mesures aussi brutales, car cela aurait supposé une discussion démocratique, la direction a eu recours au mensonge et à la calomnie, tout en faisant bloc...

### **Mais d'où viennent ces méthodes anti-démocratiques ?**

Il n'est dès lors par étonnant que ce soient ces mêmes « méthodes », devenus si habituelles depuis des décennies, qui sont mises en œuvre dans la crise actuelle du CCI et du POI. Au cours de ces dix derniers jours, en effet, la majorité de la direction nationale du CCI a décidé de « suspendre » un tiers de ses membres, refusé leur demande de tendance pourtant conforme aux statuts, reporté le congrès du CCI prévu à l'automne, fait approuver sa décision par une « commission de contrôle » qui n'a même pas entendu la minorité, fait changer les serrures des locaux pour empêcher les minoritaires d'y accéder librement, et elle multiplie les pressions sur les militant-e-s pour

qu'ils/elles se désolidarisent immédiatement de la minorité ! Bien sûr, elle n'oublie pas de faire circuler « discrètement » un texte de calomnies contre Daniel Gluckstein, qui fut pourtant son leader incontesté promu par Lambert depuis les années 1980 et qui est accusé maintenant d'avoir entretenu un réseau clandestin pour prendre et garder le pouvoir et « attendu son heure pendant 35 ans » pour fomenter la dislocation de l'organisation, etc.

La minorité a beau jeu de dénoncer ces méthodes intolérables... mais ce sont exactement les mêmes que celles qu'elle avait elle-même mises en œuvre pendant tant d'années, notamment dans tous les cas cités précédemment, où les exclusions, les descentes pour changer les serrures, les mensonges et les calomnies étaient fomentées par Daniel Gluckstein et ses proches qui en sont aujourd'hui victimes... De telles méthodes ne tombent pas comme un coup de tonnerre dans un ciel serein : on ne peut séparer l'orientation politique et les méthodes utilisées à l'intérieur du parti comme dans le mouvement ouvrier en général.

Mais l'ampleur de la crise actuelle n'a rien à voir avec un quelconque épisode précédent dans l'histoire du lambertisme. Même l'exclusion en 1984 de Stéphane Just, le n° 2 de l'OCI, qui semble l'épisode le plus comparable, avait frappé « seulement » 150 militant-e-s qui le soutenaient sur 4000 – alors que la minorité actuelle revendique 677 signatures pour sa déclaration de tendance sur 2000 membres du CCI et souligne la participation d'une trentaine de « vétérans » (militant-e-s avant 1968). En outre, il semble que la majorité des jeunes comme la majorité de la fédération 93 (la plus nombreuse du POI) soient avec la minorité nationale. La minorité revendique aussi le soutien d'une partie im-

portante d'autres sections de la QI lambertiste ou de leurs dirigeant-e-s. Enfin, Daniel Gluckstein a le soutien des deux autres secrétaires nationaux du POI, Jean Markun et Gérard Schivardi, qui ne sont pas membres du CCI et appellent la direction de ce courant à régler ses problèmes en interne au lieu de les transporter dans le POI et de calomnier Daniel Gluckstein. De fait, la scission du POI lui-même a commencé : le « Bureau national » du 4 juillet aurait mandaté un « secrétariat permanent du POI » qui fait désormais ses propres communiqués, alors que les « trois secrétaires nationaux du POI » continuent à publier les leurs...

### **Quelles conséquences pour les militant-e-s lambertistes ?**

La crise n'est pas sans liens avec le développement de la situation sociale et politique, qui se réfracte notamment au sein des appareils secoués par la contradiction croissante entre leur orientation de collaboration de classe et les aspirations d'une partie des militant-e-s à combattre le gouvernement le patronat. Mais, si cette crise éclate sous cette forme soudaine et brutale, c'est en raison d'intérêts d'appareil qui mettent aux prises deux secteurs de la direction lambertiste. Mais comme le lambertisme a toujours fonctionné avec de telles méthodes, l'ampleur de la crise actuelle ne peut qu'entraîner son explosion, même si l'on ne peut pas prédire précisément ses péripéties, son rythme et son impact dans les réseaux militants. Encore une fois, cela va avoir très vite des répercussions importantes dans un certain nombre de secteurs, notamment syndicaux.

Il faut donc suivre de près les évolutions de cette crise. Il est possible qu'elle signe la mort du lambertisme comme courant important de l'extrême gauche issue du

trotskysme dans la seconde moitié du XXe siècle. Comme toute scission dans une organisation du mouvement ouvrier, elle peut provoquer la démotivation de militant-e-s sincères et honnêtes s'ils/elles ne saisissent pas les causes et ne perçoivent pas d'issue à cette situation. Mais elle peut aussi être le point de départ, pour les militant-

e-s de courant qui œuvrent au quotidien dans la lutte des classes selon les idées qui sont les leurs, d'une réflexion approfondie, d'un retour critique sur l'histoire du lambertisme lui-même, de ses méthodes intolérables comme de ses positions politiques de plus en plus contestables. Cela suppose d'abandonner les *a priori* sec-

taires vis-à-vis des autres courants du mouvement ouvrier. Et aussi que les anticapitalistes révolutionnaires partisan-e-s de la démocratie ouvrière et du libre débat discutent avec eux/elles sans sectarisme non plus.

Nina Pradier,  
le 9 juillet 2015

## FRANCE

# Le Conseil départemental du Gard fait la courte échelle au FN



La majorité de cette assemblée, dite de gauche, a voté l'envoi de quatre représentants, élus du F.N. dans les conseils d'administration des collèges des cantons de Vauvert et de Beaucaire.

Face à cette décision intolérable le R.A.A.GE, *Réseau Anticapitaliste et Autogestionnaire du Gard*<sup>1</sup> a lancé le 25 Juin dernier un appel afin d'organiser une action collective de protestation contre cette scandaleuse opération politique. Elle contribue à la dédiabolisation d'un parti porteur d'une idéologie fascisante, fondée sur la haine de l'autre et partisan actif de l'exclusion sociale, ethnique, et culturelle, mettant ainsi en péril l'avenir des jeunes ainsi que le lien social et la

solidarité avec les populations les plus touchées par la crise. La liste est longue des méfaits commis par FN partout où il peut s'insinuer.

Le 29 juin, à l'occasion de l'entrée dans le conseil d'administration du collège de Vergèze de l'élu du FN mandaté par le conseil départemental, le RAAGE ainsi que le Front de Gauche, les syndicats CGT, FSU et Solidaires, la LDH, le MRAP, Rupture et Transition (<https://www.facebook.com/rupture.et.transition>), des enseignants et des parents d'élèves se sont rassemblés devant l'établissement. En dépit de l'heure peu propice aux rassemblements, c'est un groupe d'une cinquantaine de personnes qui a ainsi énergiquement manifesté son opposition à l'entrée de cet élu frontiste. Celui-ci n'a pu y parvenir qu'au bout d'une heure de siège, grâce à l'intervention disproportionnée des forces de police et de gendarmerie en gilets

pare balle et armés. Intervention partisane, à la fois politique avec l'arrachage de badges, et assortie de commentaires agressifs et d'une violence gratuite en précipitant au sol un militant du NPA après l'avoir à moitié étranglé par une clé au cou et l'avoir ensuite traîné sur plusieurs mètres. Les médias présents ont pu sans équivoque possible constater et filmer ces débordements plus qu'inquiétants : cf. par exemple l'article du Midi Libre<sup>2</sup>.

Le RAAGE, les organisations et les militants présents, choqués mais pas découragés, se sont séparés en s'engageant à poursuivre ce type d'action sans relâche car si le FN ne doit pas avoir sa place à l'école, il ne doit pas l'avoir non plus ailleurs.

Notre correspondante en Languedoc Roussillon,  
le 2 juillet 2015

1. <https://raage30.wordpress.com>

2. <http://www.midilibre.fr/2015/06/29/vergeze-des-militants-anti-fn-manifestent-devant-le-college,1183080.php>

## FRANCE

# Une vie sacrifiée aux intérêts du marché : Orange doit payer !



Jean-Claude Lachaux ne devait pas perdre sa vie à la gagner. Ce sont les mots écrits sur la banderole à l'entrée du Tribunal de Grande Instance d'Aix-en-Provence le 27 mai dernier. Ce technicien est décédé le 23 décembre 2011 après une chute survenue au cours d'une intervention le 2 décembre à Peyrolles. Un mort du travail de plus, un mort du travail de trop.

Jean-Claude Lachaux a été une victime de la rapacité financière voulue par France Telecom – Orange. En effet, sa chute s'est produite alors qu'il utilisait, sous la pression de son chef, une échelle dite « plateforme d'accès en hauteur » dont la sécurité n'est pas assurée et a été dénoncée à plusieurs reprises par l'inspection du travail en 2009 et 2010. De plus, ces mêmes échelles avaient entraîné des accidents graves dans le Var et dans l'Isère.

En théorie, les techniciens

en opération doivent utiliser des camions-nacelles, mais au nom des économies, France Telecom-Orange avait fait installer ces dites échelles et limiter l'usage des nacelles. Le groupe pensait ainsi gagner près de 3,6 millions d'économies par mois sur la masse salariale grâce à l'introduction de cet équipement, manœuvrable par un seul technicien.

Le 27 mai dernier, Orange était assigné par la famille de la victime, par Sud-PTT et la CGT pour répondre « d'homicide involontaire » et de « non-respect des dispositions en matière de santé et de sécurité ». Les deux organisations syndicales avaient par ailleurs appelé à un rassemblement le jour même à partir de 13 heures au tribunal d'Aix-en-Provence, pour dire plus jamais ça, pour refuser de voir la sécurité être sacrifiée au profit des actionnaires toujours plus avides de dividendes.

Cette mobilisation a été une réussite avec près d'une centaine de salariés du groupe, de syndiqués, de sympathisants qui se sont réunis. Malheureusement, en l'absence du directeur d'unité d'Orange, qui avait prétexté au dernier moment une réunion (qu'on soupçonne être l'assemblée générale des actionnaires qui se dérou-

lait le même jour) pour justifier son absence, le jugement a été renvoyé au 9 décembre.

La politique du groupe France Telecom – Orange est très simple : jouer la montre pour que les plaignants se fatiguent et abandonnent l'affaire. Mais ça ne marchera pas ! Ils sont plus que jamais déterminés à obtenir la justice ; et le 9 décembre, nous reviendrons au tribunal encore plus nombreux au côté de la famille de Jean-Claude Lachaux !

- Que justice soit faite !
- Que les responsables soient condamnés !
- Que Orange paye !
- Ne perdons plus notre vie à la gagner !
- Assez des économies au détriment de la sécurité des salariés !

Plus d'information disponible sur <http://www.facebook.com/jeanclaodelachaux> (page tenue par la famille)

Ange Faraldo,  
le 10 juin 2015

## FRANCE

# La réforme du collège : ni pour les élèves, ni pour les enseignant-e-s !



La réforme du collège a été adoptée par le Conseil supérieur de l'éducation le 10 avril. Sa mise en application est prévue à la rentrée 2016, comme la mise en application de la réforme des programmes. Certain-e-s ont le sens de la formule pour qualifier cette nouvelle "entreprise" comme Régis Debray qui parle d'une réforme qui « *reproduirait les vices du monde extérieur : le zapping, le surfing, le cocooning, le packaging, le marketing* ». S'il y a du vrai dans la qualification précédente, et s'il est juste de dénoncer la casse de l'enseignement des langues anciennes (comme une option nationale garantie), il faut aussi et surtout porter l'attention par rapport aux caractères anti-sociaux les plus graves de la réforme. La palme de l'opportunisme et de la réaction étant à attribuer aux parlementaires de l'UMP et du centre et autres Sarkozy, Fillon, Juppé et Raffarin qui s'opposent à la réforme pour des raisons nationalistes et culturalistes... et qui ne sont d'ailleurs pas à une contradiction près puisqu'ils ont eux mêmes impulsé des réformes de destruc-

tion de l'école et des savoirs fondamentaux qui allaient dans le même sens que la réforme du collège !

## Pourquoi faut il vraiment rejeter cette réforme du collège ?

Il faut refuser le faux choix entre "l'excellence pour une poignée" (position de la droite conservatrice qui défend un enseignement exigeant pour les fils de bourgeois) et la soi-disante égalité au rabais entre tous (position de la "gauche libérale" qui prive les fils d'ouvriers d'un enseignement de qualité... alors que les fils de bourgeois ont les ressources de le trouver ailleurs). Nous défendons une école de qualité pour tous et toutes, qui ne rabote ni sur les moyens et sur les objectifs. Cette école ne pourra pas voir le jour sous le capitalisme, mais tout notre combat est guidé par cet idéal.

## Une désorganisation de l'enseignement

Sur le plan disciplinaire, la diminution déguisée des horaires dis-

ciplinaires par l'introduction dans ces horaires de dispositifs d'Accompagnement Personnalisé (AP) et d'Enseignement Pratique Interdisciplinaires (EPI) est inacceptable dans le contexte politique d'austérité.

Pour s'en convaincre, il suffit de se pencher sur la mise en place de l'accompagnement personnalisé au lycée, sorte de "fourre tout" dont la pauvreté des ressources pédagogiques trahit l'absence de sincérité dans l'engagement des gouvernements successifs et de leurs administrations pour remédier aux inégalités. Il faut aussi de souvenir de la suppression des horaires d'itinéraires de découverte (IDD) sans que la restitution des horaires disciplinaires sur lesquels ils avaient été pris soient restitués.

De plus, la globalisation des "enseignements artistiques" et des "sciences et technologie" où les heures globalisées n'équivalent pas à la somme des heures de chaque disciplines séparées auparavant ne laissent planer aucun doute sur le cadrage économique de la réforme.

Mais encore, la modulation des

horaires complémentaires (accompagnement personnalisé, projets, Culture et création artistiques, Développement durable, Information, communication, citoyenneté etc.) à hauteur de 20% du volume horaire total par le Conseil d'administration et donc dans de nombreux endroits par le Chef d'établissement garantira encore moins que maintenant l'égalité des contenus d'enseignement entre établissements. Le Conseil d'administration aura aussi la main sur la répartition des horaires d'enseignement disciplinaires sur les trois années du cycle collège (cycle 4).

Sous prétexte de lutter contre les inégalités, le gouvernement met en place des réformes qui les développeront au contraire ! Cette modulation sera un levier pour mettre les enseignements et les enseignant-e-s en concurrence.

### ***Une dégradation des conditions de travail***

Le cadrage austéritaire ne donne aucun espoir d'amélioration : aucune diminution des effectifs par classe. La possibilité de travail en petit groupe est encore réduite, avec par dessus la marché, la perspective de réunions chronophages.

La Ministre de l'Education nationale prétend pourtant que « L'accompagnement personnalisé et le travail en petits groupes seront renforcés » mais ne promet que 4000 postes pour la réforme alors qu'il y a plus de 7000 collèges en France !

Pour se convaincre davantage de la dégradation des conditions de travail à venir, il faut mettre en cohérence la réforme du collège et la réforme des programmes. Par exemple, ceux-ci prévoient de définir les compétences à acquérir pour les élèves sur les trois années du cycle. Un-e élève ayant

plusieurs professeurs au cours d'un cycle, ceux-ci et celles-ci devront en toute rigueur se concerter pour vérifier la validation de l'ensemble des compétences de l'élève. Les classes n'étant pas composées des mêmes élèves au cours d'un cycle, les enseignant-e-s devront en conséquence individualiser leurs enseignements en plus des évaluations. Et tout ceci avec 30 élèves par classe ! Le Ministère voudrait rendre impossible les conditions d'enseignement collectif pour mieux préparer l'enseignement individualisé par informatique qu'il ne s'y prendrait pas autrement.

Cette destructure et cette hétérogénéité de l'enseignement seront encore plus marquées dans les classes de première année de lycée regroupant des élèves venant de différents collèges. L'impact de la réforme du collège n'épargnera donc pas les enseignants de lycée.

Si on rajoute l'application des décrets sur les Obligations Réglementaires de Service avec les missions supplémentaires de coordinateurs de cycles ou de disciplines et donc la création de cheffailons intermédiaires sensés coordonner ce bazar, l'ambiance entre les collègues s'annonce étouffante ! En même temps que l'institution scolaire s'atomise, la hiérarchie se renforce...

### ***Quelles logiques derrière une telle désorganisation ?***

On peut se questionner sur les raisons d'une telle destructure de l'enseignement public. Au vu de la soumission totale de ce gouvernement à la logique capitaliste, il pourrait y en avoir au moins trois. Dans la lignée de l'esprit de la loi Macron, cette destructure du cadre national des enseignements et des diplômes va dans le sens de la casse des garanties collectives des travailleurs et vers une

"employabilité" toujours plus en faveur des patrons. Elle peut aussi tout simplement favoriser l'enseignement privé en n'exigeant pas des établissements à but lucratif la même destructure des savoirs, leur laissant par exemple la possibilité de dispenser les enseignements qui pourraient disparaître dans le public comme celui des langues anciennes... Enfin, la dernière raison pourrait consister en l'objectif de développer davantage le marché de l'informatique au sein des établissements scolaires, ce qui à l'échelle nationale, pourrait représenter

Cependant, obtenir le retrait de la réforme du collège et celles des gouvernements successifs soumis aux capitalistes ne permettra pas de résoudre la question des inégalités scolaires. Obtenir de tels retraits ne permettra que de freiner le développement des inégalités mais c'est déjà ça en attendant la révolution !

### ***En attendant la révolution... quels sont les points d'appuis pour faire échec au gouvernement ?***

#### ***Du côté des directions syndicales :***

Le gouvernement veut aller plus loin que ce que peuvent supporter les directions syndicales, pourtant jusqu'au cou dans le dialogue social et la mise en œuvre des réformes depuis des années. Excepté le SGEN CFDT qui n'a pas signé l'appel intersyndical, l'ensemble des organisations ont été signataires d'un appel à la grève le 19 mai pour le retrait de la réforme du collège. L'appel rappelait le rejet de cette réforme par les organisations représentant plus de 80% des enseignants au Conseil Supérieur de l'Education et invitait même à débattre en Assemblée Générale ... des conditions de l'amélioration du collège.

Le taux de grévistes de 50% annoncé par les organisations syndicales le 19 mai est plutôt encourageant dans la période. Cependant, il y a des disparités de mobilisation traduisant l'isolement entre des établissements qui se sont parfois déjà mobilisés pour des questions locales, au mieux départementales, et les établissements qui se sont mobilisés pour l'occasion. De plus, l'interview de Frédérique Rollet sur BFM le 18 mai qui n'osait plus réaffirmer le mot d'ordre de retrait de la réforme mais évoquait la poursuite du dialogue avec le Ministère traduit le fléchissement de la direction du SNES à combattre cette réforme. Bien que le gouvernement ait humilié ses "partenaires sociaux" en faisant paraître les décrets d'application de la réforme du collège dans la nuit du 19 au 20 mai, l'intersyndicale de l'Education (SNES-FSU, SNEP-FSU, SNALC-FGAF, SNFOLC, SNETAA-FO, CGT Educ'action, SUD Éducation, SNCL-FAEN et SIES-FAEN) ne fait que couvrir les initiatives des établissements et zones mobilisées sans oeuvrer à l'amplification et la coordination de ces initiatives. Et ce alors même que la définition de perspectives pour les personnels mobilisé-e-s se pose. Par exemple en posant la question de la grève reconductible. Ou encore celle de la grève lors du passage du brevet, évoqué un moment par le SNALC. L'intersyndicale ne pro-

pose qu'une journée de mobilisation (pas de grève) le 4 juin en appelant à faire des réunions avec les parents et des heures d'information syndicales. Pourquoi ne pas appeler à informer plus rapidement ? Le 4 juin, une nouvelle intersyndicale se réunira pour discuter d'un éventuel appel à la grève mais s'il est question de grève, pourquoi ne pas en débattre dès maintenant. Poser ces questions, c'est en fait y répondre. L'intersyndicale décide en fait de saboter la mobilisation et déroule le tapis rouge au gouvernement. Tout est fait pour que la journée du 4 juin soit un échec (pas d'appel à la grève, pas de perspective...) et enterre la mobilisation.

### ***Du côté des mobilisations déterminées :***

Malgré l'humiliation, la volonté de combat des directions syndicales est plus qu'imparfaite. Tous les moyens doivent être mis en oeuvre pour développer et coordonner les mobilisations via les AG de villes dans un premier temps.

De telles AG pourraient par exemple discuter de l'adoption de la plateforme suivante :

- Abrogation de la réforme du collège Baisse du temps de travail.
- Baisse des effectifs de classe, travail en groupes, Horaires disciplinaires nationaux par niveau.

- Respect de la liberté pédagogique des enseignant-e-s.
- Création de tous les postes de titulaires nécessaires aux enseignements en petits groupes sans oublier la titularisation de touTEs les précaires.

Les assemblées générales doivent également permettre aux personnels d'établir eux mêmes leurs modes d'actions. Plusieurs initiatives en ce sens ont émergé le 19 mai mais elles doivent encore être développées et coordonnées sur le territoire pour éviter les actions en ordre dispersé qui pourraient aboutir à un épuisement des premiers et des premières mobilisé-e-s. Enfin, il faudrait lutter également dans nos syndicats pour que ceux-ci établissent un plan de combat pour obtenir le retrait de la réforme. Cela passe à notre avis par un appel à la grève pour bloquer les épreuves du brevet fin juin, et cela passe, si le gouvernement ne cède toujours pas, par la préparation et un appel à la grève illimitée jusqu'au retrait de la réforme à la rentrée. Il faut aussi, dès maintenant, que les syndicats lancent un appel au boycott des instances visant à mettre en place la réforme du collège.

**Sébastien Langlois,**  
le 26 mai 2015

## FRANCE

# Société générale : il faut un nouveau procès pour condamner les vrais coupables !



## Communiqué NPA

L'enquête de Mediapart détruit le mythe fabriqué depuis 2008 par la direction de la Société générale et relayé par les médias aux ordres : la banque serait une « victime » et Jérôme Kerviel serait un fou solitaire qui aurait spéculé à l'insu de sa hiérarchie.

Les éléments qu'apporte Mediapart montrent que cette histoire ne tient pas la route :

- Non seulement la hiérarchie de Kerviel ne pouvait pas ignorer ce que faisait Kerviel, mais ce dernier aurait alerté sa hiérarchie sur l'ampleur des risques qu'il prenait.

– La direction de la Société générale aurait séquestré les cadres de l'entreprise pour qu'ils se taisent, acheté le silence des autres, etc.

Depuis 2008, la Société générale a instrumentalisé la justice qui n'a fait qu'enterrer la version de la direction de la banque. Le parquet, si terrible avec les petits délinquants, est à genoux devant la grande délinquance financière. Pourtant, le courage d'une enquêtrice et la curiosité de journalistes ont brisé l'omerta et dévoilent les pratiques répugnantes des capitalistes français de la Société générale.

Il faut désormais que les cyniques et les lâches qui ont tout mis sur le dos de Kerviel pour se dédouaner répondent de leurs actes. La vérité doit être connue sur le fonctionnement de ce système de prédateur qui bénéficie des sub-

sides publics. Le nouveau procès de la Société générale doit être celui de l'oligarchie capitaliste.

**Il faut mettre hors d'état de nuire les capitalistes. Les propriétaires de la Société générale et des autres banques doivent être expropriés. Les marchés financiers doivent être fermés. Le crédit lucratif doit être banni. Le pouvoir de création monétaire doit être entre les mains d'un monopole public bancaire sous le contrôle des travailleurs/ses. C'est le seul moyen d'en finir avec un système prédateur, corrupteur, qui fait passer les profits de quelques uns avant la satisfaction des besoins sociaux du plus grand nombre.**

## Communiqué du NPA

(rédigé par l'élu TC du Comité exécutif),

le 21 mai 2015

## NPA – BILAN DU CPN DE JUIN 2015

# Un CPN paralysé à cause du refus persistant de constituer une nouvelle majorité

Lors du CPN de mai, une majorité s'était dégagée autour d'une résolution politique dotant le NPA d'un profil anticapitaliste et révolutionnaire et se fixant l'objectif de construire un courant syndical lutte de classe. Mais cette résolution n'a pas eu de traduction concrète dans le matériel du NPA, et encore moins dans l'expression de nos porte-paroles, dont le principal se contrefiche visiblement des

décisions du CPN.

Sur les régionales, nous étions contre que le NPA présente des listes, car nous n'en avons pas les moyens et il faut savoir faire des choix, en l'occurrence lancer une campagne financière pour les élections présidentielle et législatives de 2017, beaucoup plus importantes pour défendre nos idées. Nous étions de plus pour refuser tout accord avec le FdG et appeler à voter LO. La P2 était contre se présenter, mais pas pour appeler à voter LO. La P1 était contre se présenter, mais pour une démarche d'interpellation du FdG. La P3 et la P4 étaient minoritaires, seules à vouloir que le NPA se présente dans trois régions (tout en appelant à juste titre à voter LO dans les autres). Il n'y avait donc pas de majorité possible !

Mais, pour surmonter le blo-

cage, la P3 avait proposé une résolution maintenant le profil anticapitaliste et révolutionnaire du CPN précédent et appelant à la tenue d'AG pour discuter de la pertinence et de la possibilité de se présenter. Une camarade de la P2 avait amendé ce texte, nous l'avons fait aussi et un accord semblait pouvoir se dégager. Malheureusement, aucune commission n'a pu se réunir, l'ex-P2 privilégiant sa réunion de position officiellement dissoute. Une partie de la P2 ne voulait surtout pas d'accord avec la P3, et l'autre partie a alors renoncé à présenter son propre texte pour ne pas braquer la première

Idem sur la résolution présidentielle. Alors qu'un large accord se dessinait sur le profil de campagne que nous voulions mener, des camarades de la P2 ont empêché l'adoption de la résolution sous

prétexte que leur amendement apportant à une conférence nationale avait été minoritaire. Ils/elles ont préféré à la dernière minute proposer une motion de deux lignes sans aucun contenu politique... avec la P1. Il était pour eux/elles plus important de s'accorder avec la P1 pour remettre en cause une décision du congrès que de confirmer les orientations du CPN précédent.

C'est une étrange façon de faire qui, outre le problème démocratique que cela pose par rapport au vote du congrès (cf. notre autre contribution), empêche toute continuité d'un CPN à l'autre. Les camarades de la P2 se veulent les garant-e-s de l'unité du NPA contre les tendances centrifuges. Très bien, sauf qu'il ne suffit pas de se placer au « centre » pour que la magie opère. Il faut faire des choix qui ne soient pas uniquement de

circonstances, un coup à gauche, un coup à droite, car cela empêche de sortir le parti de la crise.

Si on veut faire vivre l'orientation politique qui s'est dégagée au CPN de mai, il faut désormais que les camarades qui ont voté ensemble cette orientation la prennent au sérieux, assument donc que la P1 est désormais minoritaire et qu'il s'agit bien de constituer une nouvelle majorité, évidemment pluraliste. Cette orientation doit se manifester dans nos tracts, nos communiqués, notre presse. Elle doit être relayée par nos porte-paroles, ce qui n'est pas du tout le cas aujourd'hui, et ce qui pose un énorme problème démocratique qui devra être débattu et résolu.

Élu-e-s P5/TC du CPN,  
le 8 juillet 2015

#### NPA – BILAN DU CPN DE JUIN 2015

## Non à la violation des votes du congrès !

Où sont passées les belles promesses du congrès de 2013 ? Quand, sous l'influence des camarades de l'ex-W, on nous annonçait un big bang du fonctionnement, une plus grande démocratie interne, une meilleure prise en compte de l'avis des militantEs et des comités dans l'élaboration et la prise de décisions ? Évaporées, visiblement, au profit d'intérêts d'appareil.

Une majorité de circonstances s'est formée autour de camarades de la P2 et de la P1 pour introduire au forceps, à la toute fin du CPN, une motion annonçant l'organisation d'une Conférence Nationale pour la présidentielle 2017. Par cette décision, ils/elles remettent en cause le vote majoritaire du dernier congrès, qui avait rejeté cette proposition par plus de 67 % des

voix contre, soit 114 déléguéEs. Aux cotés des camarades de la P3, les élueEs P5 ont voté contre, ce qui n'a pas empêché cette motion d'être ainsi adoptée.

Il est pourtant écrit dans les statuts de notre parti que « le congrès est souverain en matière de programme » et que « le CPN est chargé d'appliquer les mandats nationaux entre deux congrès ». Malgré tout, une majorité de membres du CPN viennent de s'autoriser à balayer d'un revers de la main l'avis majoritaire du congrès. Il est désormais légitime de craindre dans le futur qu'une autre décision majoritaire, celle de la motion A sur les élections (adoptée à 61,2 % dans les AG électives et à 62,1 % au congrès), ne soit pas appliquée.

Quel message vient ainsi d'être envoyé par ce CPN à l'ensemble

des militantEs de notre parti ? Qu'ils/elles auront beau voter ce qu'ils/elles souhaitent, une majorité de circonstance se chargera d'effacer leurs votes. Ce genre de pratiques est la meilleure façon de faire fuir les camarades. Seule une réaction des militantEs, quels que soient leur sensibilité ou leur vote au congrès, pourra imposer le respect de la démocratie interne et empêcher le délitement de notre parti.

La démocratie interne a par ailleurs été aussi sévèrement mise à mal par la rédaction et l'envoi à la presse d'un communiqué sur la Grèce dans le dos du CPN (et d'une grande partie du CE) alors réuni pour ses travaux...

Élu-e-s P5/TC du CPN,  
le 8 juillet 2015

# Vers une nouvelle majorité du NPA : un essai à transformer en pratique

Le congrès avait laissé le parti sans majorité, alors que les partisan-e-s de la continuité (P1) avaient été mis en minorité sur une série de points importants. Un pas vers cette nouvelle majorité possible vient d'être franchi lors du dernier CPN, avec une résolution majoritaire votée par les délégué-e-s P2, P3, P5, et P6. Malgré les réticences des un-e-s et des autres, nous avons pris l'initiative de fusionner la contribution des P2 et P6, celle de la P3 et nos amendements aux deux pour chercher à dégager une orientation majoritaire, et le CPN a pu réaliser ce que le congrès n'avait pas réussi à faire.

Au fond, ce sont les dirigeant-e-s de la P1 qui ont précipité ce choix, en s'assumant désormais comme tendance, après avoir pendant tant d'années accusé de tous les maux les tendances... à leur gauche. Les dirigeant-e-s de la P1 revendiquent ouvertement que les porte-parole ne s'interdiront rien et porteront la parole de la P1... donc celle du parti quand le parti aura l'obligance d'être d'accord avec la P1 ! Nous avions déjà critiqué des prises de position des porte-parole en contradiction avec des votes de congrès (la question électorale, le discours keynésien sur la crise, le soutien à Syriza, etc.) ou jamais débattues (comme le fait de revendiquer l'interdiction des licenciements... en demandant une loi à Hollande). Cette nouvelle marque de mépris ne peut qu'encourager la balkanisation de notre parti. Il est vital que le NPA apprenne à fonctionner autrement, non seulement si l'on veut le réorienter ensemble, mais aussi pour l'apprentissage commun de la démocratie

révolutionnaire.

La P1 radicalise son interpellation du Front de Gauche et assume désormais sa ligne du « front social et politique » avec le FdG face au gouvernement, à la droite et au FN. Une nette majorité du CPN a rejeté cette orientation et a affirmé qu'il fallait chercher l'unité d'action des organisations sans cacher les divergences politiques entre réformistes et révolutionnaires : « *Cela implique une politique de front unique avec les autres organisations du mouvement ouvrier, sans que cela justifie la moindre adaptation au programme et à la politique de ces organisations* ». La résolution majoritaire assume un profil anticapitaliste et révolutionnaire qui combine « *la mise en avant de revendications transitoires, l'objectif d'un gouvernement des travailleurs et la perspective d'une société sans exploitation ni oppression* ». En outre, le CPN affirme désormais comme objectif la construction d'un courant intersyndical « lutte de classe » avec l'idée d'organiser une rencontre nationale des syndicalistes combatif/ve-s dans les prochains mois pour avancer dans ce sens. Nous nous réjouissons tout particulièrement que ces points décisifs que nous proposions depuis longtemps aient été repris.

La résolution réaffirme aussi qu'il faut soutenir les peuples de Grèce et de l'État espagnol, sans soutenir la politique de Syriza ou de Podemos, en dépit du chantage dépolitisant des dirigeant-e-s de la P1 à la solidarité – comme si la solidarité nécessaire avec le peuple grec impliquait le soutien au gouvernement qui viole même ses promesses ! La même majorité

s'est également prononcée pour que le NPA ait des relations internationales avec le groupe espagnol IZAR que la direction d'Anticapitalistas (proche de la P1) vient d'exclure. C'est bien le minimum. Sur le fond, nous aurions trouvé tout à fait légitime de prendre une position politique non seulement contre la méthode autoritaire de l'exclusion, mais aussi sur la divergence d'orientation entre IZAR et l'adaptation droitière d'Anticapitalistas à Pablo Iglesias. Il faudra y revenir lors d'un prochain CPN.

Ces votent marquent des points d'inflexion importants par rapport à l'orientation précédente du parti. Il reste désormais à la traduire dans les faits et nous proposons aux camarades de la P2, de la P3 et de la P6 d'en discuter concrètement.

Le CPN n'a malheureusement pas pu sortir du CPN avec une résolution majoritaire sur les élections régionales à venir. Le prochain CPN (fin juin) devra donc en discuter et trancher.

## Motion élections proposée par les élu-e-s de la position

5

Le congrès a rejeté la possibilité d'accord pour les élections régionales avec le Front de gauche et ses composantes, et décidé de réunir les conditions pour présenter une candidature anticapitaliste et révolutionnaire à l'élection présidentielle de 2017.

Dans ce cadre, le CPN a commencé à discuter de la position du NPA pour les futures régionales, ainsi que pour la présidentielle.

En ce qui concerne les élections régionales, nous décidons de repor-

ter au CPN de juin la prise de position définitive du NPA. D'ici là, le CPN décide de

- Explorer la volonté des camarades des régions et leurs possibilités de financement d'une éventuelle participation à ces élections ;
- Explorer les possibilités d'accord avec d'autres anticapita-

listes et révolutionnaires, notamment LO ;

- Mettre en place une commission chargée de faire le point régulièrement jusqu'au CPN de juin, notamment sur l'aspect financier ;
- De commencer une souscription qui sera utile pour la construction de l'organisation, que ce

soit dans le cadre des élections ou non.

En ce qui concerne la présidentielle, le CPN décide d'ouvrir les réflexions et consultations sur le ou la candidat-e possible pour 2017 et de travailler à un plan de financement pour la campagne des maires.

Élu-e-s P5/TC du CPN,  
le 26 mai 2015

#### NPA – CPN DES 16 ET 17 MAI 2015

## Pendant combien de temps encore nos porte-parole vont-ils refuser de porter l'analyse marxiste de la crise faite par le NPA ?

De façon systématique, et malgré nos protestations régulières, nos porte-parole continuent à porter une analyse de la crise contradictoire avec celle que nous avons adopté collectivement au congrès de 2013 (et qui n'a pas été remise en cause au congrès de 2015).

Dernier exemple en date jeudi 7 mai sur France inter : <http://npa2009.org/videos/o-besancenot-sur-les-licenciements-psa-Olivierexplique> :

*La politique d'austérité qui est menée n'aura qu'une seule conséquence, c'est que la population n'aura toujours pas les moyens d'acheter ce que la société produit, donc on va alimenter cette crise de surproduction, c'est-à-dire le cœur de la crise économique dans laquelle on est toujours*

Cette analyse est celle des keynésiens et du Front de gauche. Mais elle n'est pas celle du NPA qui dit précisément le contraire (<http://npa2009.org/sites/default/files/CR%20202e%20congres-web.pdf>) :

*Pour « sortir de la crise », cer-*

*tains préconisent des mesures « keynésiennes », censées dynamiser la demande et relancer l'accumulation. Ils s'opposent aux politiques d'austérité au nom de leur « inefficacité ». En fait, la crise n'est pas due à des politiques économiques « absurdes », mais à la baisse des taux de profit menant à la crise généralisée (...). Nécessairement, la « solution » capitaliste à la crise passe donc par le redressement des taux de profit, combinant destruction de capital et augmentation du taux d'exploitation*

Sur la forme, il n'est pas acceptable que les résolutions de congrès soient piétinées. Dans une organisation qui respecte un minimum ses militants, et surtout quand on prétend faire de la politique autrement et construire une société débarrassé du capitalisme, les textes que nous discutons et votons collectivement ne sont pas des chiffons de papier dont la direction ou les porte-parole disposent à leur guise. S

Sur le fond, il est très problématique de s'aligner sur la démagog-

ie populiste des antilibéraux qui s'appuient sur leur analyse de la crise pour nous expliquer qu'on peut « facilement » sortir de la crise dans le cadre du système capitaliste en augmentant les salaires et en redistribuant les richesses. Ce sont des mensonges et l'histoire nous enseigne que les politiques de relance keynésienne ne sont pas un remède à la crise capitaliste, mais aggravent le mal et aboutissent inéluctablement à une austérité redoublée. Au lieu de faire croire que les capitalistes sont tellement stupides qu'ils mènent exprès des politiques qui aggravent la crise, nous devrions expliquer qu'il n'y a pas d'alternative à l'austérité dans un capitalisme en crise. Pour sortir de l'austérité, il faut sortir du capitalisme, c'est-à-dire exproprier les capitalistes et socialiser les moyens de production pour produire en fonction des besoins, ce qui est bloqué par la logique du profit.

Élu-e-s P5/TC du CPN,  
le 25 mai 2015

# Proposition d'adresse du NPA à Lutte Ouvrière

*Voici l'adresse à Lutte ouvrière, avec nos amendements, qui a été proposée à l'occasion de la Fête de LO. Celle-ci n'a pourtant pas été publiée à cause du dysfonctionnement de la nouvelle direction issue du dernier congrès.*

CherEs camarades,

Nous vous remercions à nouveau cette année pour l'organisation de votre fête et pour votre invitation à y tenir une place particulière. Les débats que nous menons tout au long de l'année sont riches et mettent en lumière des désaccords qui existent à juste titre entre nos deux courants. En discuter est nécessaire. Mais nous voudrions aussi porter votre attention sur les responsabilités politiques communes qu'il nous semble nécessaire d'assumer dans la prochaine période.

## La situation politique et la dynamique des luttes

Loi Macron I et II, offensive sur tous les services publics, dégradation des salaires et conditions de travail, offensives impérialistes à tout va, ... Inutile ici de décrire dans le détail le plan d'attaque mené par la classe dirigeante et le gouvernement Hollande à son service. Mais si l'offensive est aussi corsée, c'est que le gouvernement Hollande a dans sa manche un atout que n'avait pas autant ceux qui l'ont précédé : les directions syndicales qui joue à fond le jeu du dialogue social.

Dans ce contexte de dégradation global du rapport de force, c'est l'absence de riposte d'ensemble de notre classe sociale qui

contribue à brouiller les repères politiques et laisse le champ libre aux idées du Front National pour prospérer, pour tenter d'apparaître comme la seule contestation au gouvernement exprimant la colère des classes populaires.

Mais cette colère a aussi trouvé d'autres moyens pour s'exprimer. Depuis notre dernière rencontre à la fête l'année passée, les luttes ont bien existé. Certaines de manière très visibles, comme la grève reconductible de juin dernier à la SNCF, d'autres plus en toile de fond, comme les nombreux conflits autour des salaires, parfois pour des augmentations. Nous sommes, ensemble, convaincu que seul un mouvement d'ensemble des jeunes et des travailleurs, une grève générale capable d'être l'action convergente des luttes de la classe ouvrière, pourrait stopper l'offensive des capitalistes et commencer à imposer une série de revendications d'urgence que nous défendons ensemble également. Cette perspective ne dépend pour une bonne part pas de nous. Mais nous sommes convaincu que les révolutionnaires ont des responsabilités à assumer sur le terrain social et le terrain politique pour faire bouger la situation. Car de nos actions et influences sur les luttes d'aujourd'hui, c'est la possibilité pour une série de secteurs de notre classe de faire des expériences fondamentales qui en dépend. Et ces expériences compteront double ou triple lors des prochaines confrontations sociales d'ampleur. Alors, que faire ensemble ?

## La convergence des luttes : une idée générale ou des pas en avant petits mais concrets ?

Il n'y aura aucun raccourci pour résoudre les problèmes politiques de la situation. Cela implique que l'extrême gauche discute jusque dans le détail de sa politique dans les mobilisations. A cet égard, nous voudrions prendre quelques exemples.

A la dernière fête de Lutte Ouvrière, un débat était organisé sur la grève en préparation à la SNCF contre la réforme concocté par Pépy et le gouvernement. Depuis, la grève a eu lieu. Massives (des taux jusqu'à 70 %), nationale, reconductible sur une dizaine de jours, ... et pourtant défaite à l'arrivée. Du moins contre la réforme car tout le monde comprend bien que les « avancées » misent en avant par les directions CGT/Sud, main dans la main avec le Front de Gauche autour des amendements Chassaigne, ne peuvent être considéré comme une victoire. Un autre scénario était-il possible ? Inutile de refaire l'histoire. Par contre, confrontons la politique de nos organisations dans cette grève. Nous y avons défendu ensemble l'auto-organisation, la revendication du retrait de la réforme, la nécessité du lien avec les revendications salariales ou sur les conditions de travail. Mais nous avons divergé sur les possibilités à exploiter. L'exemple le plus frappant se concentre sur la région parisienne. Alors que le mouvement était au plus fort nos militants ont proposé de regrouper les grévistes des

différentes gares parisiennes dans une réunion commune, « l'AG des AG ». Cette politique a rencontré un petit écho puisque de nombreux travailleurs du rang étaient présents autour de l'idée bien comprise que suivre simplement les directives syndicales d'en haut ne pouvait suffire. Nous vous avons sollicité autour de cette politique. Pourtant, un seul de vos camarades étaient présent pour simplement observer cette réunion. Nous ne pensons pas que cette AG des AG est constitué une véritable coordination alternative, ni même qu'il était possible de généraliser cela partout du jour au lendemain. Mais c'est un exemple, dans l'une des luttes les plus importantes de l'année passée, qui montre que nous pouvons jouer un rôle dans les luttes pour faire des pas en avant concret vers la convergence.

De ce bilan, quelle politique pour l'avenir ? Dans le secteur SNCF déjà, où autour de la bataille contre la future convention collective peut se jouer une seconde manche. Mais aussi plus largement, pour les luttes de la classe ouvrière en générale. Car nous pensons qu'aujourd'hui ce qui manque ce n'est pas tant la combativité sociale. Les multiples grèves dans les entreprises, la réussite de la grève régionale des postiers de Basse-Normandie, la réussite du 9 avril, la réussite du 19 mai dans l'éducation nationale, tous ces exemples sont là pour le montrer. Ce qui manque, c'est un plan de bataille et d'action pour offrir une autre perspective aux travailleurs que celle des directions syndicales et réformistes. Et autour de cet objectif nous avons un rôle à jouer. La plupart du temps, ce sont des franges minoritaires qui se mobilisent, mais elles tentent d'entraîner plus largement autour d'elles. On discerne dans

plusieurs de ces luttes une plus grande disponibilité aux convergences. Oeuvrer à ces convergences est une tâche fondamentale pour les révolutionnaires. Car c'est par des expériences mêmes limitées et partielles, par l'auto-organisation que les classes populaires trouveront confiance en elles et prendront conscience de ce qui les unit contre un ennemi commun. Si nous voulons un tant soit peu influencer les luttes, et a fortiori préparer les prochaines confrontations sociales d'ampleur, il faut que nous soyons en mesure d'y proposer des perspectives, sur la base de la légitimité de notre implantation et de notre intervention. C'est par cette voie que nous permettront que s'exprime réellement une opposition ouvrière et populaire au gouvernement et au patronat. Nous proposons de contribuer ensemble à ce que se construise, au sein de la CGT en particulier, une opposition en rupture avec le dialogue social pour préparer l'affrontement contre le gouvernement et le patronat. La construction d'un courant intersyndical « lutte de classe » est pour nous un objectif, et une rencontre nationale des syndicalistes combatifs dans les prochains mois serait un pas pour y arriver.

### **Sur le terrain politique aussi des responsabilités communes à assumer... ensemble ?**

La situation politique, compliquée, exige aussi de nous d'être capable de donner des réponses globales. Dernièrement, le drame des migrants noyés en Méditerranée a montré à nouveau l'urgence d'une perspective anticapitaliste et révolutionnaire. Personne n'est de trop quand il s'agit de défendre l'ouverture des frontières, la liberté de circulation et d'installation, la régu-

larisation de tous les sans-papiers. Personne n'est de trop quand il faut refuser sans transiger toutes les interventions militaires impérialistes qui alimentent dans un cycle sans fin le chaos du monde. Personne n'est de trop pour refuser et combattre tout les racismes, de l'islamophobie décomplexée qui s'exprime dans les hautes sphères à l'antisémitisme qui empoisonne la société. Personne n'est de trop pour défendre un programme anticapitaliste et révolutionnaire qui combine la mise en avant de revendications transitoires (interdiction des licenciements, annulation de la dette, nationalisation sous contrôle des travailleurs du système bancaire et des grandes entreprises...), l'objectif d'un gouvernement des travailleurs et la perspective d'une société sans exploitation ni oppression.

Ce programme anticapitaliste est d'une actualité brûlante à l'heure de la crise mondiale du capitalisme. Mais la nécessité de le faire vivre, de lui donner une crédibilité est tout aussi urgent. Car la situation en Grèce, à l'heure où le gouvernement s'enferme dans ses choix institutionnels refusant de faire appel à la mobilisation, montre toute l'impasse des solutions prétendant améliorer le sort des travailleurs sans remettre en cause la propriété privée, sans s'attaquer au capitalisme lui-même.

Ainsi, si personne n'est de trop, il est évident que nous pourrions donner plus de force à ce programme en tentant de le défendre ensemble lors de toutes les occasions politiques que les mois et années qui viennent nous offriront.

Salutations révolutionnaires et fraternelles

## CONTRE TOUTES LES OPPRESSIONS

# Solidarité active avec les travailleuses du sexe de Belleville !



*En ce qui concerne le travail du sexe, les irrégularités policières constituent la norme. Il peut suffire d'être une femme pour être suspectée de racolage ; n'importe quelle personne qui a un lien économique de près ou de loin avec une travailleuse du sexe peut être accusée d'être son proxénète. Les lois de répression vis-à-vis des travailleuses du sexe donnent un blanc-seing à la police pour agir en toute impunité à leur égard.*

## La répression s'accentue contre les travailleuses du sexe chinoises de Belleville

Cela fait donc des années que les travailleuses du sexe chinoises de Belleville connaissent le harcèlement policier, mais depuis le 20 mai dernier la guerre sourde est devenue une guerre déclarée. Chaque jour, les policiers débarquent à Belleville de 9H à 23H, et font régner leur loi. A l'Assemblée générale du 18 juin contre le harcèlement policier à Belleville, la présidente des *Roses d'Acier*, collectif de 300 travailleuses du sexe chinoises de Belleville, Aying, elle-même travailleuse du sexe et sans papier, témoignait des exactions des policiers : contrôle de papiers incessants (parfois à deux minutes d'intervalle), prises de photos des femmes sans leur consentement, intimidations verbales (cer-

tains policiers leur ont dit qu'elles ne pourraient plus travailler ici à présent, d'autres ont appris à dire « pute » en chinois pour leur intimider « dégage, pute »). Certaines femmes se sont vues déchirer la photocopie de leurs papiers, d'autres se sont fait suivre dans la rue. Elles peuvent être interpellées dès qu'elles sortent de chez elles, car elles vivent toutes à Belleville : quand elles vont faire leurs courses, quand elles sont à un café, ... Elles ne peuvent plus ni sortir, ni travailler. Les conséquences sont d'abord un étouffement économique, et une angoisse psychologique. A l'heure actuelle, 5 à 6 femmes ont été embarquées dans des centres de rétention. Les travailleuses du sexe ne pouvant plus travailler à cause de la présence policière, elles sortent la nuit, elles vont plus loin de chez elle, elles travaillent sur internet : cette vulnérabilité les expose d'avantage aux agresseurs et aux proxénètes.

## Une volonté de « nettoyage social » pour parachever la gentrification de Paris

Le but affiché est d'en finir avec les travailleuses du sexe de Belleville, dans un contexte de répression massive aussi bien des immigréEs que de toutE opposantE politique au gouvernement. Les *Roses d'Acier* font le lien entre l'entreprise de répression massive dont elles font l'objet et l'expulsion des réfugiéEs de la Chapelle : ces deux quartiers proches connaissent une véritable volonté de « nettoyage social » par leurs mairies respectives, lié à la gentrification (remplacement des classes populaires

par des arrivantEs plus aiséEs) qui y est à l'œuvre. Il n'est pas bon pour ces agents de la gentrification que sont les maires d'avoir des travailleuses du sexe et des réfugiéEs dans les espaces qu'ils veulent valoriser économiquement. Les *Roses d'Acier* sont ainsi allées à un comité de quartier du 19ème arrondissement, où les éluEs ont déclaré explicitement vouloir éradiquer les travailleuses du sexe du quartier, qui sont présentées à la fois comme des victimes des réseaux de prostitution, et comme des menaces à l'ordre public. Mais le point commun entre ces deux répressions policières d'ampleur est qu'elles sont le fruit de la politique raciste du gouvernement, qui s'en prend en priorité aux personnes immigrées et sans papiers. On s'en prend aux travailleuses du sexe de Belleville parce qu'elles sont immigrées et sans papiers, et cela d'autant plus qu'elles sont aussi travailleuses du sexe, ce qui permet à la répression raciste de s'exprimer en étant invisibilisée comme telle.

## La question clé de l'auto-organisation des travailleuses du sexe

Mais un autre point est peut-être encore plus déterminant dans cette politique de harcèlement policier et d'éradication des travailleuses du sexe de Belleville. C'est qu'elle se produit alors même que les travailleuses du sexe commencent à s'organiser. Elles ont créé leur propre collectif, elles sont sorties de l'ombre pour aller manifester au grand jour, notamment au côté du STRASS (syndicat du travail sexuel). Elles définissent elles-mêmes ce qu'elles veulent et qui

elles sont. Aying refuse ainsi qu'on réduise leur identité simplement à leur travail : elles sont aussi des femmes, des chinoises, des mères, des compagnes, des habitantes du quartier. Aying dit encore : « *Ne pas nous écouter, c'est de la discrimination. Nous n'avons jamais demandé de l'aide. Nous sommes responsables de nous-mêmes, nous avons la capacité de réfléchir à la situation. Nous allons continuer à travailler dans le quartier et avec les autres associations. Mais nous ne pouvons faire ça sans vous. Ce dont on a besoin ce n'est pas de l'argent, ni des bureaux, ni un regard moral, ni de la pitié... mais d'un espace social sécurisé, tolérant, non discriminant, qui nous permette de résoudre ces questions ensemble* ».

### Le NPA doit se tenir aux côtés des travailleuses du sexe et œuvrer à la convergence des luttes

Que peut faire le NPA dans ce contexte ? Bien sûr, soutenir les initiatives des principales concernées. Une AG s'est mise en place le 18 juin dernier pour essayer de coordonner les différents groupes militants autour d'une mobilisation contre le harcèlement à Belleville. Le dimanche 21 juin, des tables seront tenues à Belleville de 15H à 18H pour discuter avec les habitantEs du quartier sur la situation. Surtout, mercredi 24 juin va être organisée une grande journée d'action à Belleville : il y aura un pique-nique à 13H pour discuter avec les habitantEs du quartier, puis une opération symbolique dont ont eu l'idée les Roses d'Acier pour retourner le stigmate du « il faut

nettoyer le quartier de la prostitution » en nettoyant symboliquement le quartier de 15H à 18H. Un grand rassemblement est prévu pour 18H, et il sera suivi d'une AG à 19H en plein air pour discuter de la suite de la mobilisation. Il faut que le NPA soit présent, notamment parce que ce genre d'actions, si on ne veut pas mettre en danger les travailleuses sans papier, doivent être massives. Mais le NPA doit aussi œuvrer à la convergence avec le mouvement des réfugiéEs de la Chapelle, et peut-être plus largement avec le cadre unitaire qui est en train de se mettre en place contre la répression, notamment de Yann Le Merrer à la Poste et de Gaëtan, étudiant condamné pour avoir manifesté suite à la mort de Rémi Fraisse.

Aurix,

le 21 juin 2015

#### CONTRE TOUTES LES OPPRESSIONS

## Non à l'expulsion du camp de Rroms à Ivry (94) !



Le samedi 6 juin 2015, la fête de soutien au campement des « Rroms », organisé par le collectif de soutien, avait lieu à Ivry-sur-Seine. Depuis trois ans, 320 personnes originaires de la Roumanie s'abritent sur le terrain de l'AP-HP de la rue Truillot à

Ivry-sur-Seine, sur autorisation de la mairie. Sur ce terrain qui était vide, ces populations pourchassées d'autres campements ont commencé à construire leur vie. Ils/elles ont construit leurs baraquas eux/elles-mêmes, seulement par des récupérations de matériaux. Non seulement elles sont numérotées, mais l'intérieur des baraquas est bien aménagé et décoré, meublé de lits, de canapés, de tables. Les frigos récupérés en faisant du ferrailage, s'ils ne sont pas pleins, fonctionnent très bien grâce à leur propre générateur.

Raluka<sup>1</sup>, mariée avec un

« Rrom », habite dans ces baraquas avec sa mère, ses deux sœurs qui sont mariées avec des enfants. Elle a 21 ans. Comme elle est roumaine, pas « Rrom », elle peut trouver du travail en Roumanie. Par contre, ce n'est pas possible de subvenir aux besoins parce que le salaire mensuel en Roumanie est de 100 à 150 euros. Elle parle le roumain, le français, l'espagnol, l'italien et l'anglais. Elle aimait jouer au handball, mais elle ne pouvait pas participer au match car sa mère, qui était malade, ne pouvait pas payer les frais d'inscription. Comme sa mère ne pouvait pas se faire soigner en Rou-

1. Prénom changé.

manie, vu que les soins coûtent très cher dans les hôpitaux privés bien équipés, sa famille s'est retrouvée à la rue, sans pouvoir payer le loyer. Quittant l'école après la seconde, elle a appris ses différentes langues toute seule en regardant la télévision. Aujourd'hui, elle essaye d'aider d'autres « Rroms » qui ont besoin de traductions. Son mari fait le ferrailage et elle fouille les poubelles pour trouver des affaires toujours utilisables ou pour les revendre au marché de Clignancourt. Quand elle n'a vraiment rien, elle fait la manche. « C'est vrai qu'on habite dans la misère, mais nous sommes ici avec nos parents, c'est mieux qu'en Roumanie », dit Raluka.

Elle témoigne également du racisme contre les « Rroms » en Roumanie, y compris la maltraitance de leurs enfants à l'école par les pro-

fesseurs roumains, ce qui explique en partie le refus de la scolarisation au sein de cette population. Quoique qu'ils aient du mal à s'exprimer en français, les habitants de ce campement ont une forte volonté de s'installer en France. Cela se manifeste à travers leurs expressions telles que « intégré », « égale aux Français », « pas de vol ». Environ 90 enfants sont scolarisés dans les établissements d'Ivry-sur-Seine. Ont-ils bien intégré le prétendu « modèle républicain » de l'intégration « à la française » ? En tout cas, ils témoignent de leur volonté de vivre ici, mettant en œuvre leurs compétences en utilisant et en éclairant par là même le revers de la société de consommation dans le système capitaliste.

Mais le principal problème auquel ils se heurtent, c'est la politique du pouvoir. En effet, la pré-

fecture de Val-de-Marne a décidé de les expulser et de détruire le camp ; l'opération est prévue le 30 juin. Seule une dizaine de familles dites « bien intégrées » seront relogées. La mairie d'Ivry-sur-Seine, gérée par le PCF depuis 1925, ne tient qu'un discours de soutien moral. Ce qu'il faut, c'est une grande mobilisation pour empêcher l'expulsion et la destruction du camp, en s'appuyant sur le soutien que la population ivryenne apporte quotidiennement aux habitant-e-s du camp. La mairie a les moyens de participer à cette mobilisation. Quoi qu'il en soit, celle-ci est le seul moyen de faire échec à l'opération de la préfecture au service du gouvernement.

**Lucien Timoré,**  
le 16 juin 2015

## CONTRE TOUTES LES OPPRESSIONS

# Retour sur l'occupation de la caserne Château-Landon par les migrants expulsés de la Chapelle




---

**Après cette victoire très partielle et les tensions entre les composantes du mouvement, quel bilan tirer ?**

---

***Une prise de décision difficile dans un contexte de surveillance policière***

Au Bois Dormoy (Paris XVIII<sup>e</sup>), jeudi 11 juin se tient un rassemblement de soutien aux migrants. Ils devaient évacuer les lieux car l'association qui les accueillait (qui aurait reçu des pressions), ne pouvait ou ne voulait plus les héberger. La plupart des gens arrivent vers 17H, la rue se remplit progressivement. Difficile de comprendre ce qui se passe (et ce sera un constat constant dans cette journée) car avec la paranoïa générale (la peur des flics en civil) rien n'est dit clairement et les informations circulent sous forme de rumeurs.

La veille des discussions avaient eu lieu avec les migrants et les organisations pour décider ce qu'il fallait faire. Certaines personnes, dont des militantEs du NPA, ont fait pression sur certaines organisations, comme le PC, pour que les puissent se réunir tout seul sans les soutiens. Un souhait majeur des migrants était notamment de rester ensemble et de trouver un lieu si possible couvert, avec un point d'eau et des sanitaires. La proposition d'occuper un autre lieu a donc été prise. Plusieurs lieux sont envisagés en secret. Un parc, appelé les jardins d'Eole, et une ancienne caserne de pompier vide et inoccupée (excepté un petit coin par l'armée du Salut). Il y a des conflits entre les partis sur le lieu à choisir. Le PC voudrait aller au parc alors que le NPA et d'autre soutiens préfèrent dans la caserne. Mais toutes les tractations se font en sous-main et rien n'est clairement décidé. Le parc aurait selon le PC et le PG l'avantage d'éviter une

trop grande conflictualité avec la mairie pour ne pas faire prendre de risques aux migrants. La caserne elle permettrait de créer un rapport de force, de mettre la pression sur le gouvernement et fournirait potentiellement un logement couvert, avec point d'eau et sanitaires pour tous les migrants le temps de trouver une solution.

---

***Le Parti communiste en action : magouilles, division et violence***

---

A un moment lors du rassemblement, il y a un petit mouvement de foule : des migrants quittent les lieux avec des membres du PC sans rien annoncer. On apprendra par la suite que le PC voulait évacuer 50 migrants pour les mettre dans un logement proposé par la mairie, sans en aviser qui-conque et contre la volonté explicite des migrants de rester ensemble alors qu'aucune solution n'est encore trouvée pour les migrants restants. Des militantEs, du

NPA et d'ailleurs, partent à leur poursuite et expliquent ce que le PCF est en train de faire aux migrants qui décident de refuser cette offre et de ne pas monter dans le car.

Le bruit court enfin que ça va partir. Les jeunes du NPA se regroupent à l'entrée de la rue et commencent à scander des slogans, signe qu'on va partir. Ça n'y coupe pas, le NPA marche en tête et en ligne dans la rue, avec de nombreuses autres personnes de Solidaires Etudiant-e-s, du CAPAB, d'Alternative Libertaire, des inorganiséEs... Là, tout se passe très vite. Le PC s'interpose très violemment car l'option retenue par le cortège en marche n'est pas le parc. Ils veulent empêcher le rassemblement de partir. Non seulement ils repoussent les premiers rangs, mais ça frappe. Il y a eu un petit moment de confusion parmi les manifestant-e-s (migrants et soutiens) car il est difficile de comprendre ce qui se passe. De nombreuses personnes se joignent à la mêlée, dans laquelle il est très dur de se repérer. Le SO du PC arrive à scinder le cortège en laissant devant notamment la ligne de tête formée par le SO du NPA et diverses personnes. La majorité des migrants et des soutiens font maintenant face au SO du PC qui veut les empêcher d'avancer pour les faire bifurquer vers le parc. La ligne de tête essaie de rejoindre le reste du cortège. Ce qui fait finalement pencher la balance c'est un migrant informé qui prend un mégaphone et qui explique en arabe la direction de la caserne. Le SO du PC se laisse alors déborder, c'est gagné ! Les migrants passent en tête de la manif guidés par celles et ceux qui savent où est la caserne.

### Une belle occupation commence !

Une manif sauvage nous conduit donc jusqu'à la caserne

où on se barricade avant l'arrivée des flics quelques minutes plus tard. Une partie du rassemblement reste dehors. On se met à prévenir tout le monde pour pouvoir créer un rapport de force de l'extérieur aussi. A l'intérieur il y a une très bonne ambiance, tout s'organise très bien, du ravitaillement arrive par les fenêtres, l'armée du salut présente sur place fournit des repas, les lieux sont explorés, des slogans sont criés, des personnes se mettent à danser au son du tambour...

### Le bal des négociations est ouvert, les éluEs mènent la danse

Un début d'assemblée générale éphémère a lieu. Un migrant explique qu'ils sont déterminés, prêts à rester ici jusqu'à la mort (selon ses propres termes). Mais l'important se trame en petits groupes et à voix basse. Des négociations sont lancées avec la mairie. Le représentant d'Hidalgo est présent. Les élu-e-s (PG, PC, Verts) s'agitent dans tous les sens, font tout pour convaincre les migrants que l'occupation est une mauvaise idée. Eric Coquerel du PG leur dit dès les premières minutes de l'occupation, alors que rien n'est obtenu, qu'ils doivent partir car le bâtiment est insalubre (ce qui n'était sans doute pas le cas dans la rue sous le métro de la chapelle ou dans un parc !) et veut faire rentrer un pompier pour leur expliquer. Certains migrants sont pris de manière informelle comme représentants pour négocier. Tout est opaque, aucune information n'est donnée à tout le monde pendant l'après midi. Les gens laissent faire ces négociations avec les éluEs en médiateurs sans proposer de réelle alternative. Certaines personnes du NPA et des inorganiséEs disent qu'on peut et qu'il faut rester pour occuper. Mais le NPA semble malheureusement

incapable de proposer et d'impulser une alternative à la solution des éluEs et tenter de convaincre politiquement les soutiens et les migrants. C'est bien évidemment aux migrants de décider de la suite et ils se réunissent alors entre eux pour discuter.

### Tentative d'assemblée générale

Diverses personnes (des inorganiséEs, des camarades de Solidaires Etudiant-e-s...) essaient de proposer une discussion collective entre soutiens et migrants pour décider que faire et diffuser l'information. Les camarades du NPA ne s'investissent malheureusement que peu dans cette tentative de discussion. Finalement une AG se met en place, mais les négociations étaient déjà finies. Un des représentants des migrants nous dit qu'ils pensent collectivement accepter la proposition d'Hidalgo, c'est à dire l'unique proposition qui leur a été faite. Le représentant d'Hidalgo détaille alors dans l'assemblée générale la proposition : un hébergement pour 110 migrants dans trois centres différents pour une durée inconnue. Les contre-propositions que tentent de faire des personnes de l'AG sont inaudibles et, bien que les migrants ne soient évidemment pas unanimes et que certains soient en désaccord avec l'issue des négociations, le débat n'arrive pas à repartir. Des questions restent sans réponse : hébergement pour combien de temps, pourquoi seulement 110 personnes alors qu'il y a près de 200 migrants en tout, aucun engagement sur les papiers et les demandes d'asile... Les migrants qui doutent un peu, exigent du représentant d'Hidalgo des garanties et pas que des promesses orales. Ils finissent par obtenir un bout de papier où il griffonne quelques mots. Les éluEs qui militaient activement pour la fin de l'occupation et pour

accepter la proposition d'Hidalgo l'emportent donc. Le NPA accepte à juste titre ce qu'il considère comme la volonté des migrants à la suite de leur réunion. Les militantEs inorganiséEs, de Solidaires étudiant-e-s etc. sont plus que sceptiques mais n'arrivent pas à impulser autre chose. La majorité des migrants finit par sortir avec les éluEs suivis du NPA suivi du reste des soutiens et de quelques migrants (restés pour emporter la nourriture ou oubliés dans les étages).

### Une victoire encore très limitée, augmentons le rapport de force !

Sur les 110 migrants qui devaient avoir un logement une bonne partie d'entre eux a dû dormir dans un couloir et s'est fait mettre à la rue dès le lendemain matin pour la journée, ces centres n'étant pas des hébergements de jour. Cet hébergement d'urgence qui se voulait à durée indéterminée n'est finalement que de quelques jours. De plus une quarantaine

de migrants (pour la plupart restés dehors pendant l'occupation) sont laissés sur le carreau et se dirigent pour aller dormir dans un parc accompagnés par tous les soutiens restants (après le départ des élu-e-s et des partis). Les jours qui suivent ils sont rejoints par d'autres migrants faute de place dans les centres promis.

Bilan pour le NPA : très à l'initiative et décisif pour cette occupation et cette petite victoire mais il n'arrive pas à impulser une dynamique pour faire durer l'occupation et impulser une meilleure auto-organisation. Si les migrants avaient décidé d'essayer de rester sur place et d'occuper le lieu cela aurait permis d'augmenter le rapport de force. Même si un risque d'intervention policière était grand, des revendications plus importantes qu'un hébergement d'urgence auraient pu être établies et tous les migrants auraient pu dormir sous un toit.

Nous revendiquons immédiatement des papiers et un logement

pour tous les migrants. Le mouvement doit s'intensifier pour obtenir de réelles avancées sur ces revendications. L'ouverture d'un squat comme la caserne permettrait d'augmenter le rapport de force et de régler par nous-mêmes le problème du logement dans un premier temps. Nous devons nous battre pour un mouvement autogéré et démocratique où les migrants ont le dernier mot !

- **Liberté de circulation et d'installation avec un logement décent pour tou-te-s !**
- **Contre l'État policier, auto-défense populaire !**
- **Contre l'impérialisme, solidarité internationale des exploité-e-s et des opprimé-e-s !**
- **Contre la barbarie capitaliste, révolution communiste !**

**Aurix, SF,**  
le 16 juin 2015

#### CONTRE TOUTES LES OPPRESSIONS

## Solidarité anti-impérialiste avec les migrant-e-s expulsé-e-s de la Chapelle !



## Une « manif sauvage » dynamique, impulsée par le NPA

Mardi 9 juin était organisé un rassemblement devant la halle Pajol (Paris, XVIII<sup>e</sup> arrondissement), en soutien aux migrant-e-s qui avaient été expulsé-e-s du campement de La Chapelle la semaine dernière, puis re-expulsé-e-s de différents endroits. Ce rassemblement réunissait plusieurs centaines de personnes malgré la violence de la répression policière qu'avaient esuyée la veille les migrant-e-s et leurs soutiens. La décision avait été prise que les principaux intéressés ne soient pas présents, ce qui permettait de les protéger des interpellations, mais les empêchait de prendre eux-mêmes la parole. Pourtant, si les pouvoirs publics ont pris la décision d'expulser ces migrant-e-s, c'est précisément pour les rendre invisibles, car leur situation est emblématique des injustices et des contradictions du capitalisme mondial.

Après 50 minutes de prises de parole fades de différentes organisations, les militant-e-s du NPA ont pris l'initiative de lancer un départ en manif sauvage, alors que les autres organisations voulaient plutôt se disperser rapidement. Le cortège qui s'est formé comprenait la majorité des personnes présentes au rassemblement. Il était animé notamment par des collectifs de sans-papiers. On remarquait l'absence de la plupart des organisations qui avaient pris la parole.

Nous nous sommes dirigé-e-s vers le point de chute actuel de la plupart des migrant-e-s, à quelques minutes à pied du campement où ils ont vécu pendant des mois dans des conditions indécentes entretenues par la mairie de Paris – laquelle a mis à disposition un seul point d'eau et quatre toilettes portables... pour des cen-

taines de migrant-e-s ! Avec les drapeaux du NPA en tête et une fanfare au milieu, le cortège était dynamique et ne risquait pas de passer inaperçu au milieu des embouteillages.

## Des mots d'ordre trop timides

Dans un premier temps, les CRS qui entouraient la halle Pajol ont tardé à se redéployer, nous laissant la voie libre. Ils avaient clairement pour priorité d'empêcher une nouvelle occupation de la halle. Nous avons donc pu avancer tranquillement vers La Chapelle, sous les regards attentifs des riverains. Une revendication juste était mise en avant : « *De l'air, de l'air, ouvrons les frontières !* ». Un slogan simple permettait de dénoncer le racisme d'état soutenu par l'ensemble des partis de gouvernement : « *Qu'elles soient de droite ou 'socialistes', abolition de toutes les lois racistes !* ». Problème, ces mots d'ordre ont vite été remplacés par d'autres plus limités. Dans l'ensemble, on entendait surtout « *solidarité avec les réfugiés* » (c'était d'ailleurs la pancarte la plus visible) et quelques slogans anti-flics (« *police nationale, milice du capital* » ; « *flics, porcs, assassins* »).

Se déclarer solidaires uniquement avec les réfugié-e-s revient à une forme d'immigration choisie. Le mot d'ordre minimum aurait donc dû être « *solidarité avec les sans-papiers* ». Dans ce quartier populaire où vivent beaucoup d'immigrés, il était plus juste encore de faire entendre : « *français, immigrés, solidarité* », « *première, deuxième, troisième génération, nous sommes tous des enfants d'immigrés* » et d'autres slogans de ce type. Il fallait aussi mettre en avant les revendications concrètes des expulsé-e-s de La Chapelle : un logement pour tou-te-s ! régularisation sans condition ! Au-tant de slogans qui auraient trouvé

un écho parmi les habitant-e-s du quartier, pour élargir le cortège pendant les quarante minutes où nous avons pu circuler librement...

Les CRS ont fini par former un cordon en travers de la rue Marx Dormoy, pour nous bloquer la route au niveau de la rue du Département. À partir de ce moment, la taille de la manifestation a diminué peu à peu. Même si les forces en présence n'étaient pas suffisantes pour déborder ou affronter les « robocops », ils ont quand même été forcés de reculer jusqu'à la place de la Chapelle.

## Poursuivre et intensifier la mobilisation en lui donnant un contenu internationaliste de classe

Sous la pression des manifestant-e-s, la mairie de Paris a promis le lendemain de loger tout-e-s les migrant-e-s. Aujourd'hui, le préfet Carenco défend l'usage de la force par ses flics. Après la répression violente des derniers jours, nous ne pouvons avoir aucune illusion sur la bonne volonté des pouvoirs publics, qui ont déjà envoyé plusieurs dizaines des expulsé-e-s de La Chapelle en centre de rétention, tenté de disperser les autres aux quatre coins de la région parisienne et lancé les CRS et la BAC contre les manifestations de soutien. Il faut poursuivre et intensifier le mouvement de solidarité, il faut donner aux expulsé-e-s de La Chapelle les moyens d'élargir leur lutte et de la mener eux-mêmes jusqu'à la victoire.

Pour y arriver, une vision humanitaire de la solidarité internationale est insuffisante. Il faut systématiquement lier la solidarité avec les immigré-e-s et la dénonciation de l'impérialisme. Les flux migratoires sont la conséquence des menées impérialistes, notamment de l'impérialisme français. Concrètement, les interven-

tions militaires de la France déstabilisent des régions entières, et sa politique étrangère, aux ordres du grand capital, empêche l'économie des pays dominés de se développer sous le contrôle de leurs populations. Par exemple, qui n'a pas entendu parler des ravages de Total ou Monsanto à travers le monde ? Qui peut douter que l'intervention militaire au Mali est motivée par la présence d'importants gisements d'uranium dont dépend Areva ? En plus, le patronat fran-

çais utilise la main-d'œuvre immigrée pour faire pression sur les salaires et les conditions de travail de tou-te-s les travailleur-e-s. C'est donc uniquement en dénonçant à chaque occasion le rapport entre impérialisme et flux migratoires que nous pouvons construire un front large de solidarité avec les immigré-e-s.

— **Liberté de circulation et d'installation avec un logement décent pour tou-te-s !**

Lakhdar Bouazizi,  
le 11 juin 2015

## INTERNATIONAL

# Les contradictions du capitalisme chinois commencent à éclater



Article publié dans L'Anticapitaliste du 16 juillet 2015

Après avoir plus que doublé en moins d'un an, la bourse de Shanghai a chuté de 30% en moins d'un mois. Des fortunes virtuelles de milliardaires sont parties en fumée, c'est le côté jouissif du krach. Le 8 juillet, la cotation de la moitié des sociétés enregistrées sur le marché a été suspendue pour limiter l'effondrement (-8% en début de séance). Après l'explosion de la bulle immobilière en 2014, c'est au tour de la bulle financière d'éclater. C'est la manifestation d'une déconnexion entre la création

de valeur dans l'économie réelle et l'emballement du crédit qui a nourri des bulles insoutenables.

## La cause profonde du krach : la baisse du taux de profit

L'accumulation du capital ralentit fortement en Chine, en particulier dans l'industrie. Les chiffres de la croissance sont vraisemblablement truqués, incohérents avec l'annonce d'une chute en avril des exportations de 15% et des importations de 12% (par rapport à avril 2014). C'est la conséquence d'une

- **Contre l'État policier, auto-défense populaire !**
- **Contre l'impérialisme, solidarité internationale des exploité-e-s et des opprimé-e-s !**
- **Contre la barbarie capitaliste, révolution communiste !**

Lakhdar Bouazizi,  
le 11 juin 2015

baisse importante du taux de profit depuis une quinzaine d'années. Plusieurs facteurs expliquent cette baisse de la rentabilité du capital :

- **la croissance très rapide des investissements (bien plus rapide que le PIB) a provoqué une hausse de la composition organique du capital : c'est le mécanisme de la baisse tendancielle du taux de profit décrit par Marx comme la loi fondamentale de l'économie capitaliste ;**
- **les salaires ont augmenté**

**fortement ces dernières années** : c'est le résultat des luttes ouvrières. Avec la montée en gamme de l'économie chinoise, la demande de travailleurs qualifiés a augmenté. Cela les a placé en position de force. Mais ce n'est pas le cas de toute la main-d'œuvre. Les travailleurs non qualifiés venus de la campagne n'ont bien souvent pas de permis de travail et vivent dans la misère. Les travailleurs « informels » représentent aujourd'hui environ la moitié des travailleurs (contre 18% en 2000) et reçoivent en moyenne un salaire trois fois moins élevé que les travailleurs qui ont un permis. Le ralentissement de l'économie chinoise ne permet plus d'absorber toute la main-d'œuvre qui vient des campagnes : le chômage augmente, autour de 10-15% en moyenne dans les villes.

A cela s'ajoute l'augmentation des taxes et l'appréciation de la monnaie qui affectent la compétitivité des entreprises en Chine.

### Une crise de la dette

Stimulé par les bas taux d'intérêt, l'endettement public et privé a explosé ces dernières années, augmentant bien plus vite que le PIB. Depuis 2007, la dette totale a quadruplé pour atteindre 280% du PIB. Cette explosion de la dette a d'abord alimenté une bulle immobilière impressionnante qui a dopé le secteur de la construction. La corruption des gouvernements locaux et la quête du profit des banques y a fortement contribué. Dès 2011, de premiers signaux d'alerte étaient visibles, avec l'apparition de villes fantômes.

L'État chinois est parvenu pour l'instant à gérer « en douceur » l'éclatement de cette bulle, qui laisse des millions de mètres carrés inoccupés. Il a ensuite incité les Chinois à jouer les boursicoteurs, en faisant de la propagande et en facilitant les prêts. Des millions de Chinois se sont rués sur les marchés financiers, alimentant une bulle qui a dopé artificiellement la croissance via un « effet richesse »

incitant les ménages à la dépense.

### Le gouvernement chinois dans une impasse

L'État chinois est pris dans une contradiction inextricable. D'un côté, il doit limiter progressivement le crédit pour éviter un éclatement des bulles trop brutal et désendettement en douceur le pays. D'un autre côté, il est tenté de se lancer dans une fuite en avant pour contenir la chute de la bourse. C'est cette seconde option que le gouvernement a choisie dans l'urgence : baisse des taux, ordres donnés aux banques de prêter, aux entreprises d'État de ne pas vendre leurs actions, etc. La bureaucratie chinoise réagit comme n'importe quel gouvernement bourgeois, avec des remèdes de court terme qui aggravent le mal à moyen terme. La Chine n'échappera pas à une crise de grande ampleur dont nous voyons aujourd'hui les prémisses.

Gaston Lefranc,  
le 17 juillet 2015

## INTERNATIONAL

# Que signifie la reprise de la guerre turco-kurde ?

Ça y est, la trêve, et probablement le processus de paix, qu'avait engagé Öcalan, le leader du PKK, et Erdogan (président turc) vient de voler en éclat. Le spectre de la guerre a fait son apparition. Cette guerre a déjà fait plus de 45 000 morts après trente années de guerre impitoyable entre la guérilla kurde et l'armée turque. Le PKK a décidé de briser la trêve suite à une longue série de trahisons par la Turquie respectant de moins en moins les termes de

l'accord. C'est une question d'importance majeure qui aura des répercussions dans tout le Moyen-Orient.

### Contexte syrien

Depuis l'implantation solide du PYD (branche politique du PKK en Syrie) dans le Rojava (Kurdistan syrien) en 2012, les mouvements liés au PKK n'ont fait que monter en puissance. En Syrie, les milices kurdes accomplissent exploit sur exploit militaire contre les

forces réactionnaires et totalitaires de Daech. En Syrie, les Kurdes ont rallié à eux des pans significatifs des populations syriaques, arabes, arméniennes et turkmènes qui peuplent la frontière entre le Syrie et la Turquie. Leur projet de « confédéralisme démocratique » prend forme de jour en jour. Bien qu'ils ne rompent pas avec le capitalisme, il a l'avantage d'apporter de nombreux changements positifs : démocratie municipale forte, solidarité entre les

peuples de la région, mise en commun des biens agricoles au niveau communal, forces d'auto-défense populaire, etc.

Notons également que les YPG/YPJ (milices de défense populaire et milices de défense des femmes) de Syrie avec l'aide des guérillers du PKK ont sauvé un grand nombre de Yézidis du génocide et de l'esclavage que leur réservait Daech. Par la suite, les YPG/YPJ ont impulsé des milices d'auto-défense Yézidis, les YBS, aujourd'hui actives dans le Shengal en Irak.

### Contexte irakien

Le Kurdistan irakien est dirigé par le PDK de Barzani qui s'appuie sur l'organisation encore tribale et corrompue du Kurdistan où l'excision et les crimes d'honneur sont monnaie courante. Le PDK a servi littéralement de service d'ordre aux États-unis pendant la guerre. Véritables supplétifs de l'armée américaine, ils ont reçu en récompense un renforcement de leur autonomie politique ainsi qu'un soutien militaire digne d'une armée impériale : livraison massive de matériel militaire, dont du matériel lourd comme des chars d'assaut, entraînement supervisé par des officiers américain, soutien aérien accru... Le PDK a conclu des contrats d'exportation de gaz et de pétrole via la Turquie qui les soutient aussi.

Mais Barzani et le PDK sont en perte de vitesse. La société clanique du Kurdistan irakien sur laquelle s'appuie le PDK est profondément détestée par la jeunesse kurde qui rallie de plus en plus les idées du PKK. Il a montré son incapacité à faire face à l'offensive de Daech sans l'aide du PKK dans de nombreuses zones du front : à Kirkouk, à Maxmour, à Erbil et surtout dans le Shengal où il a abandonné sciemment les Yézidis à un sort funeste. Le PDK a organisé, et or-

ganise toujours, un blocus économique et militaire au Rojava perçu par de nombreux Kurdes comme une trahison à l'unité nationale. Les Peshmergas, l'armée kurde irakienne sous le contrôle du PDK et de l'UPK (un parti réformiste qui contrôle la partie sud du Kurdistan irakien), admirent de plus en plus le courage des guérillers du PKK qui leur ont sauvé la mise sur bien des fronts. Dans ce contexte, le soutien qu'a apporté Barzani aux Kurdes de Kobani paraît bien maigre surtout qu'il a récemment tenté d'empêcher le rapatriement des corps des combattants des YPG et du PKK via son territoire.

### Contexte turc

En Turquie, le gouvernement dirigé par le « sultan Erdogan » et le PKK ont entamé un énième processus de paix. Mais les conservateurs d'Erdogan veulent une paix à leur avantage et voient d'un très mauvais œil la montée en puissance du PYD en Syrie où une entité autonome kurde voit le jour. Le sultan a donc décidé de tout faire pour affaiblir le mouvement kurde par des méthodes radicales, à commencer par un soutien à Daech qui passe par exemple par un approvisionnement en armes et munitions, par le rapatriement des blessés de Daech dans des hôpitaux turcs, par l'aide à l'infiltration des djihadistes de Daech dans les territoires kurdes comme récemment avec le massacre de Kobani où Daech est passé par la frontière turque... La liste est quasiment interminable. Erdogan s'en est pris violemment aux Kurdes de Turquie en lançant d'importantes vagues d'arrestations des responsables du mouvement kurde et en réprimant dans le sang des manifestations de soutien à Kobani. Par ailleurs, il impose un blocus quasi-total au Rojava, provoquant de nombreux morts. Il a multiplié la construction

de casernes, de barrages routiers au Kurdistan turc. L'armée turque a monté de nombreuses opérations de reconnaissance contre la guérilla du PKK, jusqu'à bombarder les positions tenues avec son aviation et son artillerie. Erdogan menace même d'intervenir au Rojava pour stopper l'expansion des Kurdes en Syrie. Il en est même arrivé à mettre à l'isolement Öcalan dans sa prison, en refusant l'accès à son île-prison d'Imrali à ses visiteurs.

En réponse, les Kurdes se sont mobilisés électoralement et ont voté massivement pour le HDP, une formation kurde dirigée par Dermitas et qui est un rassemblement large de la gauche kurde, ce qui a fait perdre la majorité absolue à l'AKP. Erdogan est affaibli, et de plus en plus isolé après une purge contre la confrérie Gülen, autrefois son alliée, et n'a d'autre choix que de former une coalition gouvernementale avec... les Kémalistes ultranationalistes du MHP pour qui il est hors de question de signer une trêve, et dont le but déclaré est de faire la peau aux Kurdes sans aucune concession.

La guerre anti-coloniale menée depuis des décennies par les Kurdes ne pouvait que reprendre. Et c'est dans ce contexte d'agression coloniale constante du pouvoir turc que la guérilla reprend du service en Turquie. Surtout que celle-ci avait été très conciliante, peut-être trop, défendant une paix à tout prix. De nombreux cadres de la mouvance kurde s'étaient exprimés maintes fois pour la reprise de la guerre contre l'État colonial turc depuis déjà des mois.

Nous sommes solidaires du peuple kurde et de sa lutte, espérant que cette fois-ci ils finiront par trouver une issue heureuse vers l'émancipation.

## INTERNATIONAL

# Les Kurdes du Rojava seul-e-s contre tous ?



## Le point sur les exactions de Daech à Kobanie

Le 25 juin 2015, la ville de Kobanie a été victime d'une incursion de djihadistes. A 4H40 du matin, une moto chargée d'explosifs est arrivée du côté turc du poste frontière de Mürşitpınar. Après l'explosion, des hommes de Daech en tenue militaire de l'ASL (Armée syrienne libre) et des YPG (branche armée du PYD, proche du PKK) sont entrés dans la ville. Ils ont ensuite exécuté des habitant-e-s sans ménagement. Dans les heures qui ont suivi, les escadrons de la mort ont également procédé au massacre du village de Berx Botan à 30 km au sud de Kobanie.

Les véritables YPG/YPJ (YPJ : miliciennes kurdes) occupé-e-s sur d'autres fronts, ont été rapatrié-e-s en urgence dans la ville. Ils ont encerclé rapidement les théofascistes qui ont fait sauter trois bombes, assassinant principalement des femmes, des enfants et des vieillards. Le bilan de la tuerie est de plus de 230 morts, dont la quasi-totalité était des civils. Les images atroces du massacre sont arrivées sur les réseaux sociaux, la plupart des défunt avaient des marques d'exécution sommaire avec tirs à bout portant. Daech a chassé ces habitant-e-s de Kobanie comme du bétail. Pourquoi ? Pour répandre la peur et démoraliser

les populations kurdes du monde entier.

Le 26 juin, Daech a ensuite tenté de traverser l'Euphrate en bateaux depuis Jarabulus et lancé une offensive sur le front Sud de Kobanie. Cette manœuvre a lamentablement échoué, comme souvent quand il s'agit de combattre les femmes et les hommes armés du YPG/YPJ.

## Quelle issue à la stratégie de Daech au Kurdistan syrien ?

Daech renforce sa logique de massacres, parce qu'il espère que cela alimentera les clivages ethniques kurdes/arabes. En réalité, ce qui s'est passé à Kobanie est un acte de désespoir. Daech a monté une opération militaire avec plus de 80 hommes envoyés au suicide sans permettre de faire avancer les lignes de front contre les Kurdes. En trois jours il y eut près de 100 morts dans ses rangs. Et comment a répondu Daech à sa nouvelle défaite ? Par d'autres nettoyages ethniques beaucoup moins connus : à Raqqa, les théofascistes ont fusillé des dizaines de Kurdes. A Tabqa ils les ont chassés de la ville. De nombreux réfugiés kurdes affluent actuellement au Rojava.

La réalité du terrain est impitoyable pour Daech perdant un à un ses vieux bastion syriens : Tell Hamis, autrefois surnommé "la forteresse du djihad", Tell Brak, le mont Jabal Abdel Aziz, Mabrukah, les plages Est de l'Euphrate, Suluk, Tell Abyad, la brigade 93 et Aïn Issa. Aujourd'hui, les forces kurdes et leurs alliés marchent vers Raqqa la capitale syrienne de l'État Islamique. Cela fait beaucoup de revers ainsi que beaucoup de villes et de positions stratégiques perdues en

quelques mois face aux Kurdes et leurs alliés sous-équipés soutenus par les bombardements de la coalition. Ces exploit, l'armée irakienne comme l'armée de Bachar El-Assad en sont incapables tout comme la plupart des forces qui s'opposent à Daech aujourd'hui, que ces forces soient soutenues par la coalition ou non, qu'elles soient soutenues par un autre État ou non.

## Un traitement médiatique partiel et partial servant les intérêts des états capitalistes occidentaux.

Comme à leur habitude, les médias de masse occidentaux ont balancé des informations sans grande signification ou sans développer sur les implications de celles-ci, notamment sur celles concernant les complicités entre la Turquie et Daech.

Peu de médias ont en effet parlé de l'incursion au Rojava de 70 hommes de Daech par la frontière turque. Par contre, nombre d'entre eux parlent d'une réimplantation de Daech à Kobanie qui aurait réduite à néant les efforts de la "coalition internationale". Cette information a le tort de mettre en avant la coalition qui n'a joué qu'un rôle mineur dans la défaite des islamistes lors de la première bataille de Kobanie alors que les combattant-e-s kurdes y avaient par contre joué un rôle prépondérant. Elle a aussi le tort de donner l'impression que Kobanie est de nouveau aux mains des combattants de l'État Islamique alors qu'il n'y a eu que quelques attaques de la part de Daech. Comment serait-t-il possible que Kobanie subisse une nouvelle occupation militaire de Daech dont l'effectif pour cette attaque était inférieur

à 100 hommes ? Mais pourquoi enterrer le combat et les victoires des Kurdes ?

Quand les Kurdes ont pris Tell Abyad aux djihadistes, les tribus arabes, turkmènes et tchétchènes ont remercié les milices kurdes. Ils n'ont pratiqué ni la torture, ni le nettoyage ethnique ou religieux. Au Rojava, on a le droit de parler librement la langue de sa mère ; le syriaque est par exemple une langue constitutionnelle. Sur les territoires contrôlés par le PYD, on ne se fait pas enfermer pour ses opinions politiques, à l'exception notable des islamistes. Malgré la guerre, on voit l'émergence d'une zone où des progrès sociaux importants sont réalisés avec un mouvement populaire de masse puissant : le TEV DEM censé représenter la société démocratique. Ce

bouleversement historique appelle d'ailleurs des centaines de combattants venus de l'étranger pour soutenir le rêve kurde.

Nous avons déjà produit un article soulignant les caractères progressistes et anti-capitalistes du combat des Kurdes du Rojava qui pourraient à eux seuls justifier un tel traitement de la part des médias bourgeois<sup>1</sup>. La politique du gouvernement turc vis à vis du Kurdistan est un facteur supplémentaire permettant d'expliquer le traitement médiatique lamentable du combat des Kurdes. Dans un discours le 26 juin 2015, Erdogan a déclaré : « *J'en appelle à la communauté internationale. Quel que soit le prix à payer, nous ne permettrons jamais l'établissement d'un nouvel État<sup>2</sup> à notre frontière sud, dans le nord de la Syrie* ». Nous avions déjà

des informations sur des livraisons d'armes de la Turquie à Daech mais le gouvernement turc est passé à la vitesse supérieure en attaquant des positions kurdes et en projetant de rentrer en Syrie non pour combattre les « démoniaques ennemis de l'occident » mais... les Kurdes<sup>3</sup>.

Comment intégrer à la propagande du bien et du mal de tels faits de la part d'un allié de l'Europe et de la France ? Notons par ailleurs que Hollande soutient le projet du gouvernement turc de zone tampon entre la Turquie et le Rojava<sup>4</sup>.

Maintenant tournons-nous vers l'Orient. 600 000 Kurdes vivent en France, tâchons de créer des liens pour soutenir concrètement les combattant-e-s du Rojava !

Raphaël Lebrujah,  
le 3 juillet 2015

## INTERNATIONAL

# Le système de santé sud-coréen à l'épreuve du Mers-corona virus



Après le naufrage du Sewol, la Corée du Sud attire une nouvelle fois l'attention des médias occidentaux à cause de la propagation de Mers-corona virus, originaire du Moyen-Orient. À la date du 18 juin, 16 personnes sur 160 ont été confir-

mées comme victimes de cette maladie infectieuse.

Le premier patient rentré du Moyen Orient le 5 mai, a commencé à manifester les symptômes de Mers le 11 mai 2015. Toutefois, l'autorité publique qui a sous-estimé sa contagiosité n'a pas du tout mis en place le système de prévention. Les patients qui étaient dans la même salle d'hôpital que ce premier patient n'ont commencé à être isolés que le 16 mai. En résumé, la réaction du système préventif était beaucoup trop tardive

de telle sorte que le virus a non seulement commencé à contaminer d'autres personnes mais aussi a empêché de saisir le mode d'infection.

Le fonctionnement fondé sur les intérêts privés du gouvernement sud-coréen s'était déjà avéré être la cause principale de la mort des 304 victimes du Sewol<sup>1</sup>. La mauvaise gestion de l'épidémie qui frappe les coréens et les coréennes n'est qu'un autre exemple des caractéristiques destructrices du capitalisme. Comment précisément,

1. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=669>

2. [http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2015/06/27/ankara-veut-empecher-la-creation-d-un-etat-kurde-a-ses-portes\\_4663268\\_3218.html](http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2015/06/27/ankara-veut-empecher-la-creation-d-un-etat-kurde-a-ses-portes_4663268_3218.html)

3. <http://www.secoursrouge.org/Kurdistan-La-Turquie-se-prepare-a-attaquer-le-Rojava>

4. <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2014/10/08/97001-20141008FILWWW00219-syrie-hollande-pour-la-creation-d'une-zone-tampon.php>

1. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=609>

un pays, onzième économie mondiale, en arrive-t-il à ne pas du tout faire fonctionner la prévention contre l'épidémie ?

## 10% d'hôpitaux publics, un indice significatif

Afin de mieux comprendre ce désastre provoqué par l'impudence de l'appareil d'État, le système de santé publique de la Corée du Sud mérite d'être mis en lumière. En Corée du Sud, seul 10% des hôpitaux sont publics, même si on prend compte aussi des hôpitaux gérés par les universités privées. Même les États-Unis, qui font souvent un objet de critique sévère en termes de la santé publique, comptent 30% d'hôpitaux publics. La moyenne des pays qui sont membres d'OCDE atteint 70%. Que veulent-dire ces chiffres ? Les hôpitaux privés, dont l'intérêt principal est le profit, sont rarement équipés de pavillon de quarantaine. Même s'ils en ont quelques-uns, ils hésiteront à l'ouvrir immédiatement pour les patients et les patientes qui risquent d'avoir atteint la maladie, car cette décision implique une perte de chiffre d'affaires. Les Coréens et les Coréennes, qui sont habitué-e-s à se débrouiller tout-e seul-e face à la maladie grave, en cotisant une partie de leur revenu à l'assurance privée ou en dépendant financièrement des réseaux familiaux, doivent encore une fois trouver leur propre moyen de soin, en passant d'un hôpital à l'autre. Entre temps, Mers est en train d'attaquer la vie quotidienne de coréen-ne-s qui n'ont pas d'autre choix que de travailler dans l'espace public, quel que soit le risque.

Pourtant, en Corée du Sud, les hôpitaux sont surabondants compte tenu du fait que le nombre de lits d'hôpitaux est deux fois plus élevé que la moyenne de ceux des pays de l'OCDE. Toutefois, il manque les lits d'isolement

qui sont indispensables pour empêcher l'épidémie. Il n'y en aurait qu'une centaine dans tous les hôpitaux nationaux de toutes les régions. Sachant que l'isolement devrait couvrir non seulement les patients mais les potentiels infectés, ce nombre est clairement insuffisant.

## L'empire Samsung met la vie des coréens en danger

Le gouvernement sud-coréen n'a rendu public que le 2 juin les cinq hôpitaux dans lesquels les patient-e-s ont été diagnostiquée-s contaminé-e-s par le Mers ainsi que dix-huit autres par lesquels ils étaient passés. Par conséquent, les patient-e-s de ces hôpitaux ont été isolé-e-s ou certains hôpitaux ont fermé le service d'urgence. Pourtant, l'hôpital Samsung à Séoul était une exception jusqu'au 7 juin. Ni le quatorzième patient dont l'infection a été confirmée le 29 mai dans cet hôpital, ni les autres qui avaient été en contact avec lui y compris les personnels, n'ont été isolé-e-s avant le 31 mai. Cette négligence du gouvernement sud-coréen est plus que scandaleuse sachant que plus de 60 000 patients par an, soit plus de 160 patients par jour utilisent le service d'urgence de cet hôpital. Il n'est pas possible d'expliquer cette hésitation de l'autorité publique sans mettre celle-ci en lien avec la puissance immense de Samsung dans tous les champs politico-économique de la société coréenne.

## Aucune protection pour les travailleurs précaires

Il n'est pas rare que les travailleurs et travailleuses dans les ambulances transportent les patients sans même porter un vêtement de protection car ceux-ci manquent. De surcroît, il s'est avéré qu'un personnel qui transférait les patients de Mers pendant

plus de dix jours à l'hôpital de Samsung n'avait pas été inclus dans la liste d'isolement à cause de son statut de travailleur précaire d'un prestataire de service. Il était trop tard quand il a été diagnostiqué de Mers le 10 juin. Cet hôpital compte 2 944 travailleurs et travailleuses précaires.

## Égalité face à l'épidémie ?

Alors, risquons-nous le même danger face au danger de l'épidémie ? Même si c'est une maladie infectieuse, elle se montre liée aux classes sociales. Ceux et celles qui possèdent suffisamment de ressources grâce à une bonne condition nutritive ainsi qu'une condition de travail plus favorable, pouvant bénéficier des congés, ne font pas face au même risque par rapport aux travailleurs précaires et aux personnes âgées des classes populaires, qui vivent dans des conditions plus défavorisées. Finalement, l'épidémie n'a pas le même impact selon les classes sociales.

## En Corée comme en France, défendons la sécurité sociale !

Dans cette conjoncture, il est indispensable de rappeler que Samsung réclame la privatisation de tous les services de santé.

Pourquoi tous ses hôpitaux, pas uniquement celui de Samsung, n'ont pas mis en place immédiatement le système de contrôle de l'épidémie ? Comment était-il possible qu'ils continuent à recevoir d'autres patient-e-s malgré le diagnostic des premiers et premières infecté-e-s ? La situation de la Corée du Sud est révélatrice dans la mesure où elle est la conséquence qui résulte de la logique comptable du service de santé.

Mers en Corée du Sud nous témoigne des conséquences désastreuses des logiques de rentabi-

lité et de profit sur la santé publique. Autrement dit, cette situation montre que le profit des hôpitaux privés possédés par les capitalistes ne peut continuer à génér-

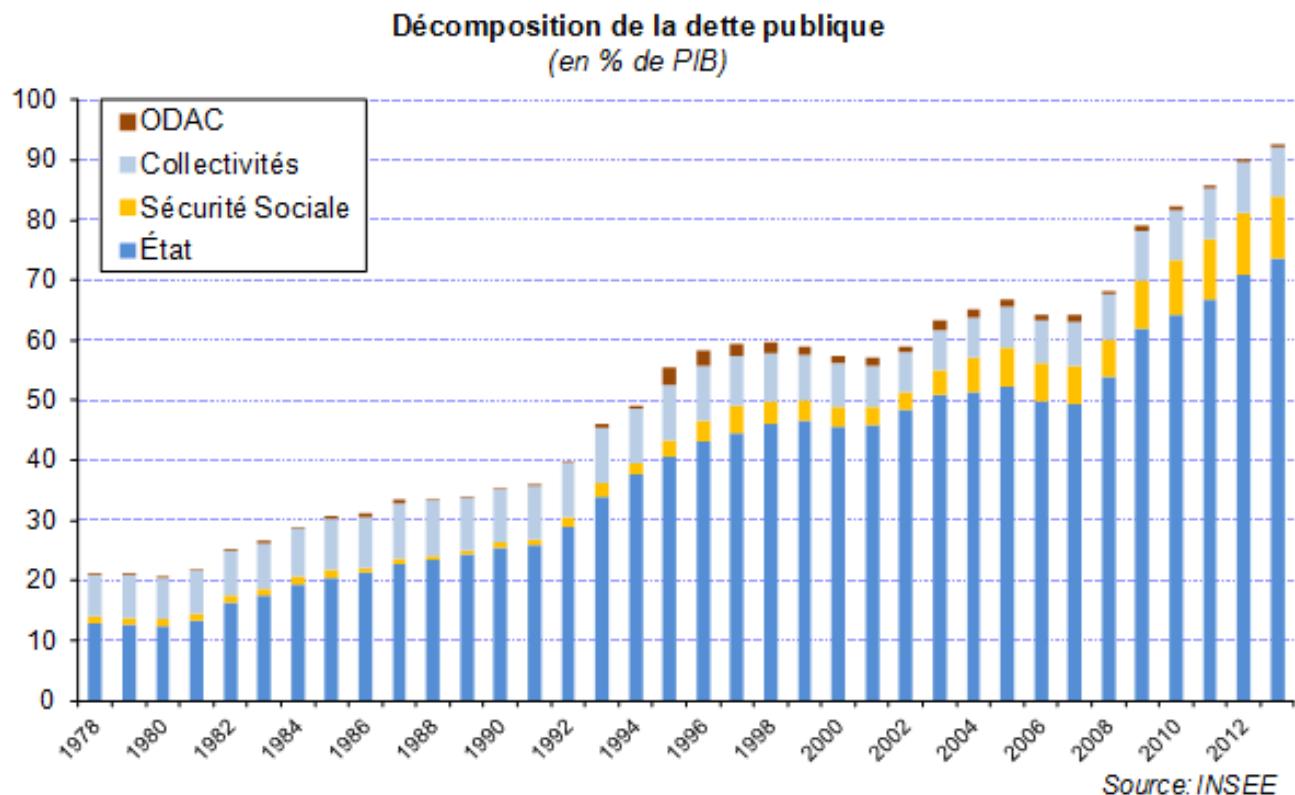
rer des bénéfices qu'au détriment de la santé publique des Coréens et des Coréennes. Les mêmes logiques animent les capitalistes qui s'attaquent toujours davantage à la

Sécurité sociale en France : ne les laissons pas faire !

**Lucien Timoré,**  
le 18 juin 2015

## INTERNATIONAL

# France : la dette publique augmente malgré des taux très bas



La dette publique française a pris son envol dans les années 1970. Pendant les Trente Glorieuses, le budget de l'État était à peu près équilibré. Mais la crise a changé la donne et les déficits publics se sont accumulés. Au cours des années 1980 et au début des années 1990, les taux d'intérêt étaient très élevés pour lutter contre l'inflation (« désinflation compétitive ») et maintenir la parité avec le mark. N'étant pas financé directement

par la Banque centrale, l'État a emprunté sur les marchés financiers à des taux très élevés, alimentant un « effet boule de neige » de la dette.

A partir du milieu des années 1990, les taux d'emprunt de l'État ont progressivement baissé pour atteindre aujourd'hui un plus bas historique avec des taux à 10 ans autour de 2%. Du coup, le poids de la dette s'est stabilisé autour de 60% du PIB jusqu'à la crise de 2007. Ensuite, l'accroissement des déficits

publics a provoqué une hausse du taux d'endettement public malgré des taux au plus bas. La dette publique représente désormais 95% du PIB.

En raison de la faiblesse des taux, la charge de la dette (paiement des intérêts aux créanciers de l'État) n'est plus le premier poste de dépenses de l'État cette année. Elle repasse derrière l'enseignement scolaire, mais elle atteint tout de même 44,3 milliards d'€ (en

baisse de 2,3 milliards par rapport à 2014).

Malgré les efforts de la banque centrale européenne pour maintenir les taux au plus bas avec le « quantitative easing », on ne peut exclure une remontée des taux, voire un « krach obligataire ». Une

sortie de la Grèce de l'euro (et donc un défaut grec) aurait des conséquences difficiles à appréhender, mais elle provoquerait forcément une remontée des taux dans les pays les plus fragiles de la zone euro, y compris la France. La charge de la dette serait alors ac-

crue, rendant encore plus nécessaire la répudiation de la dette, que nous concevons dans le cadre d'une rupture anticapitaliste avec le système monétaire actuel.

Gaston Lefranc,  
le 3 juillet 2015

## INTERNATIONAL

# Dette publique et dette privée : les vases communicants

Avant la crise, la dette privée a fortement augmenté : l'offre de crédit a été stimulée par les taux d'intérêt très bas des banques centrales, la quête du profit bancaire, et la certitude que les autorités publiques ne laisseraient pas une grande banque faire faillite (« too big to fail »). La demande de crédit a été forte également, non pas pour investir dans l'économie réelle (en raison de la faiblesse persistante du taux de profit), mais pour spéculer. Le résultat a été la constitution de bulles boursières et immobilières, et donc de profits fictifs très importants. Mais quand l'endettement progresse beaucoup plus vite que la création de valeur dans l'économie réelle, une crise de la dette est inéluctable.

C'est ce qui s'est produit à partir de 2007. Et les États n'ont pas laissé le mécanisme « naturel » de la crise se dérouler, à savoir la faillite de grands groupes en difficulté et le désendettement global qui va avec. Ils sont intervenus au secours des capitalistes : recapitalisation de banques en difficulté, amplification des cadeaux fiscaux, etc. Du coup, les déficits publics ont explosé, et donc le stock de dette

publique, ce qui a ensuite justifié les plans d'austérité contre les travailleurs pour rembourser ces nouveaux emprunts. Le cas le plus édifiant est celui de l'Irlande où la dette publique est passée de 25% du PIB en 2008 à 120% en 2013 suite au renflouement massif du secteur bancaire qui menaçait de s'effondrer.

A l'échelle mondiale, la dette globale (publique et privée) n'a pas diminué depuis le déclenchement de la crise, bien au contraire. Elle est passée de 160% du PIB mondial en 2001, à 200% en 2009... et 215% en 2013. Depuis le déclenchement de la crise, le taux d'endettement total par rapport au PIB ralentit aux USA et au Royaume-Uni, mais il accélère en France ou en Italie. Surtout, il a explosé en Chine, où la dette a cru trois fois plus vite que le PIB ces 15 dernières années. Elle est passée de 150% du PIB à plus de 250% aujourd'hui, même si le gouvernement a réussi à stabiliser ce ratio ces derniers mois.

La dette publique a fortement augmenté en Espagne (passant de 40% du PIB à 100% du PIB entre 2008 et 2014) où la dette privée a fortement baissé (passant de 200%

à 160% du PIB). Aux USA et au Royaume-Uni, les entreprises et ménages se sont désendettées légèrement au détriment de l'État, ce qui a permis une certaine reprise économique. En revanche, en France, la dette privée continue à augmenter conjointement à la dette publique.

La montée en flèche de l'endettement public depuis la fin des années 1970, le franchissement d'un nouveau palier à partir de 2008, sont l'expression de la crise du capitalisme et de la nécessité pour les Etats bourgeois d'intervenir pour limiter la crise de rentabilité du capital. Mais la dette privée n'a pas été purgée suffisamment pour refaire repartir l'accumulation du capital : une partie importante des profits des entreprises doit servir à rembourser leur dette, ce qui limite leur investissement, et donc la croissance. Pour qu'il y ait une véritable reprise économique, il faudrait que les entreprises se désendent fortement. On en est très loin aujourd'hui.

Gaston Lefranc,  
le 3 juillet 2015

## INTERNATIONAL

# Quelques leçons à tirer de la situation économique mondiale



*Sept ans après le déclenchement de la crise économique mondiale, la reprise se fait toujours attendre. Si la situation s'améliore légèrement et provisoirement dans la zone euro, celle-ci se dégrade aux États-Unis et dans les pays dits « émergents », en premier lieu la Chine. Au-delà d'un simple ralentissement, les conditions d'une nouvelle crise financière continuent à s'accumuler<sup>1</sup>. Et contrairement à ce que nous répètent inlassablement les keynésiens antilibéraux, la faiblesse de la croissance et de l'investissement ne s'expliquent pas par la diminution de la part des profits réinvestis. Bien au contraire, cette part a eu tendance à augmenter, notamment en France. C'est l'incapacité des bourgeoisies à restaurer le taux de profit, malgré les attaques contre les travailleurs/ses, qui explique la persistance de la crise.*

## France : la communication du gouvernement ne nous fera pas sortir de la crise !

*Des chiffres à décrypter... que se cache-t-il derrière le chiffre de 0,6% de croissance du PIB ?*

Le gouvernement s'est félicité bruyamment des premières estimations de la croissance du 1er trimestre 2015 par l'INSEE<sup>2</sup>. La croissance du PIB est estimée à +0,6%, mais le même jour l'INSEE a révisé à la baisse la croissance de l'ensemble de l'année 2014 à +0,2% (au lieu de +0,4%). Autrement dit, le PIB par habitant a baissé en 2014 !

Mais le regain de croissance au 1er trimestre est-il le signe de la reprise durable tant attendue depuis 2008 ? Tout indique que non. L'essentiel de la croissance s'explique par la variation des stocks, un phénomène à très court terme qui va se retourner dans les prochains trimestres. Le secteur de l'immobilier est toujours sinistré et l'investissement des entreprises est toujours atone (+0,2%). L'emploi marchand a baissé de 13 500 postes au 1er trimestre, surtout dans la construction, mais aussi dans l'industrie (une petite hausse dans le tertiaire). Les seuls signaux vraiment positifs proviennent... du secteur de l'armement ! Et cela devrait continuer puisque les exportations d'armes devraient passer de 8 à 15 milliards entre 2014 et 2015.

## *Les antilibéraux se trompent et nous trompent complètement !*

Quand il y a une véritable reprise, l'investissement augmente plus vite que le PIB. Ce n'est pas du tout le cas aujourd'hui. Le taux de profit des entreprises n'est pas restauré. En 2014, le taux de marge

(part des profits dans la valeur ajoutée) a atteint son niveau le plus bas depuis 1985. Or, pour que l'économie redémarre vraiment, il faut que la rentabilité des entreprises se redresse de façon importante. Grâce au CICE, le taux de marge a commencé à se redresser depuis le milieu de l'année 2014. Il continuera très probablement à augmenter grâce aux effets du pacte de responsabilité (baisse des cotisations patronales, suppression de la C3S<sup>3</sup>) qui prennent effet depuis le début de l'année. Mais le taux de marge est encore très loin de retrouver son niveau d'avant crise.

En outre, la dette du secteur privé augmente en France alors qu'elle baisse en Europe. La dette des entreprises est passée de 54% du PIB en 2008 à 66,5% en 2014. Or, le désendettement est également une condition de la reprise de l'accumulation du capital.

Mais les antilibéraux continuent à nous raconter une histoire que les faits démentent catégoriquement. Ils nous expliquent que les profits se sont rétablis, que les entreprises se portent au mieux... mais qu'elles refusent (les méchantes !) d'investir. Michel Husson nous expliquait encore récemment que « *c'est une forme d'aveu d'échec du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) qui a permis de rétablir les marges des entreprises mais pas leur investissement* »<sup>4</sup>. Mais c'est précisément le contraire qu'on observe : le taux de marge (profits / valeur ajoutée)

1. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/contenu/autre/Revuemars2015-crise.pdf>

2. <http://www.insee.fr/fr/themes/info-rapide.asp?id=26&date=20150513>

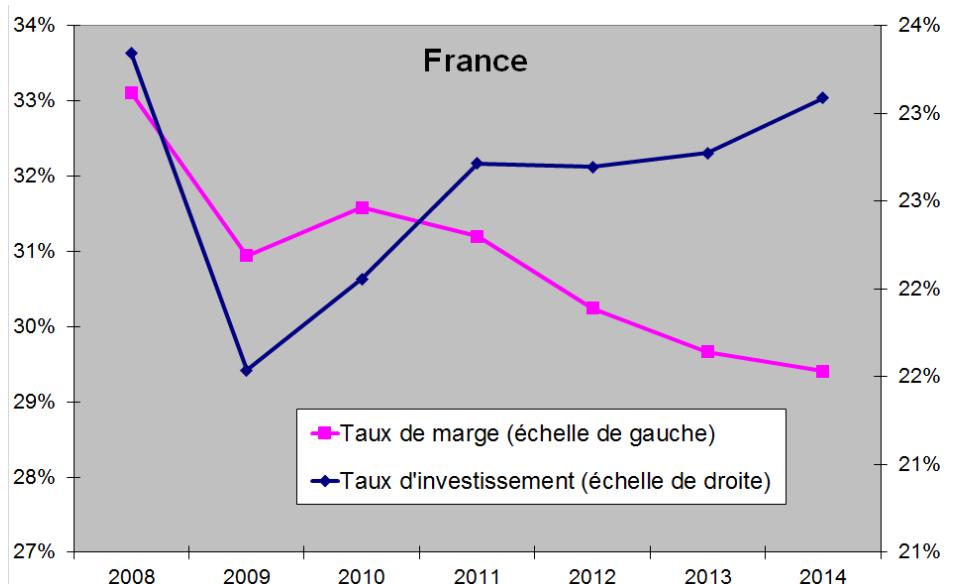
3. Contribution sociale de solidarité des sociétés dont l'assiette est le chiffre d'affaire des entreprises

4. <http://hussonet.free.fr/invpp15.pdf>

diminue depuis 2008 alors que le taux d'investissement (investissement / valeur ajoutée) augmente ! Autrement dit, les entreprises investissent une part de plus en plus

importante de leurs profits ! Mais les antilibéraux persistent à ne pas vouloir voir la réalité, et à nous raconter que les capitalistes distribuent de plus en plus de divi-

dendes, ce qui expliquerait la faiblesse de l'investissement malgré des gros profits ! Tout ceci est assez sidérant !



### ***Le gouvernement doit aller encore plus loin dans les attaques pour tenter de sortir de la crise***

Depuis 2012, Hollande a bien travaillé pour le compte de la bourgeoisie : CICE, Pacte de responsabilité, loi de sécurisation professionnelle (transcription de l'ANI dans la loi), et désormais loi Macron. Mais il leur faut aller plus loin pour rétablir la compétitivité de l'économie française et d'autres réformes sont annoncées : loi Rebsamen sur les seuils sociaux, réforme des retraites complémentaires, de l'Ue-dic...

La Commission européenne, par la bouche de Moscovici, adresse un satisfeut à Hollande : « *Paris nous a envoyé un programme national de réformes de meilleure qualité et plus cohérent* ». L'élève progresse mais doit encore mieux faire, Moscovici indiquant qu'il y avait « *un effort supplémentaire à faire en termes de réformes structurelles* ». La Commission presse ainsi Hol-

lande de liquider le droit du travail afin d'inciter davantage les employeurs à embaucher. Le FMI a récemment communiqué dans le même sens, en adressant des conseils très précis à Hollande : élargir les accords de maintien dans l'emploi aux entreprises qui ne sont pas forcément en difficultés, limiter la revalorisation du SMIC au niveau de l'inflation (c'est déjà le cas désormais !), durcir les critères d'obtention des allocations chômage et en rendant ces dernières dégressives pour « inciter davantage » à la recherche d'emploi.

La feuille de route de Hollande est limpide pour les deux ans à venir. Ce n'est pas le PS qui l'empêchera d'approfondir les attaques. Les militants du PS lui donné son feu vert pour continuer de plus belle.

### ***Europe : frémissement de croissance, mais pas de réelle sortie de crise***

La croissance dans la zone euro a été de +0,4% au 1er trimestre 2015. Celle-ci reste modeste et surtout fragile. Les facteurs « exogènes » (dépréciation de l'euro par rapport au dollar, baisse du prix du pétrole) expliquent une bonne partie de cette croissance. Ils ne sont pas forcément durables et commencent d'ailleurs à se retourner. La cure d'austérité en Espagne porte ses fruits sur fond de désastre social avec une croissance de +0,9% grâce un redressement du taux de profit qui a permis une reprise de l'investissement. En récession depuis le 3ème trimestre 2011, l'Italie connaît une petite croissance au 1er trimestre 2015 (+0,3%). Les effets du « Job act » qui flexibilise le marché du travail facilite les embauches au prix d'un accroissement de la précarité. Mais le niveau du PIB par habitant en Italie est

aujourd’hui au même niveau qu’en 1999 !

L’économie allemande ralentit à +0,3%. Si les capitalistes allemands ont profité des contre-réformes Schröder du début des années 2000, la compétitivité de l’économie se dégrade désormais, avec une hausse des salaires réels supérieure aux gains de productivité<sup>5</sup>. En raison du vieillissement de la population, le taux de chômage n’a fait que décroître ces dernières années malgré la crise. C’est une situation inquiétante pour les capitalistes qui sont obligés de concéder maintenant des hausses de salaires, alors que la productivité stagne, notamment en raison de sureffectifs dans certains secteurs. En Allemagne aussi, il y a un besoin de nouvelles contre-réformes, d’augmenter la taille de la population active par rapport à la population totale (par l’immigration ou par la mise en activité des jeunes ou des vieux inactifs) pour augmenter les profits et donc l’accumulation du capital.

### États-Unis : la baisse des profits conduit à un ralentissement marqué de l’économie

Comme nous l’indiquions en décembre 2014<sup>6</sup> et mars 2015<sup>7</sup>, les profits stagnent depuis la fin de l’année 2014. Avec un temps de retard, on en voit les conséquences aujourd’hui. La croissance avait déjà ralenti au 4ème trimestre 2014 (+0,5% contre plus de 1% les deux

trimestres précédents). La première estimation du 1er trimestre 2015 est de +0,1%, mais il est d’ores et déjà acquis que la croissance va encore être révisée à la baisse. L’investissement chute (-3,4%). La hausse du dollar a contribué au déficit commercial record en mars 2015, le plus important depuis 2008. Le secteur du pétrole de schiste est en crise. Et la déconnexion entre les profits réalisés dans l’économie réelle et la valorisation du capital fictif sur les marchés financiers est de plus en plus forte.

Le taux de chômage officiel (5,4% en avril) est une véritable farce statistique. La réalité que presque un tiers des américains qui devraient travailler parce qu’en âge de travailler ne travaillent pas. C’est en fait la baisse du taux d’activité des américains qui expliquent la baisse « statistique » du taux de chômage<sup>8</sup>. Mais le chômage réel n’a pas baissé ces dernières années. Un autre indicateur montre qu’on est très loin du plein-emploi, ce qui devrait se traduire par une hausse importante des salaires. Le revenu réel médian des ménages est toujours inférieur de 8% à son niveau d’avant-crise... et il est à peu près à son niveau du début des années 1990 !<sup>9</sup>

### Chine : ralentissement économique et explosion de la dette

La croissance chinoise ralentit. Officiellement, elle était de +7% au 1er trimestre 2015, le chiffre le plus faible depuis 6 ans. Cela

reste à première vue impressionnant, c’est insuffisant pour absorber le surplus de main d’œuvre provenant de l’exode rural. Et tout indique que ce fléchissement sera durable : le taux de profit baisse en raison d’une forte augmentation de la composition organique du capital (conséquence de la très forte dynamique de l’investissement ces dernières années) et de hausses de salaires importantes.

Et l’État chinois est pris dans une contradiction inextricable. D’un côté, il est tenté d’accompagner le ralentissement de l’économie en favorisant le crédit pour éviter un effondrement brutal de l’économie. D’un autre côté, il doit ralentir la croissance du crédit pour prévenir l’éclatement de la bulle du crédit ! Car l’endettement public et privé a explosé ces dernières années. Depuis 2007, la dette totale a quadruplé pour atteindre 280% du PIB. Cette explosion de la dette a alimenté une bulle immobilière impressionnante. Le ralentissement économique est donc le scénario « rose » de l’économie chinoise, mais il existe aussi un scénario noir : un grand plongeon avec l’éclatement de la bulle immobilière.

L’État central fait pour le moment le choix de la croissance à court terme à tout prix, en sommant les banques de prêts aux gouvernements locaux, en baissant les taux d’intérêt, quitte à faire monter toujours plus haut l’endettement et à menacer la stabilité financière du pays.

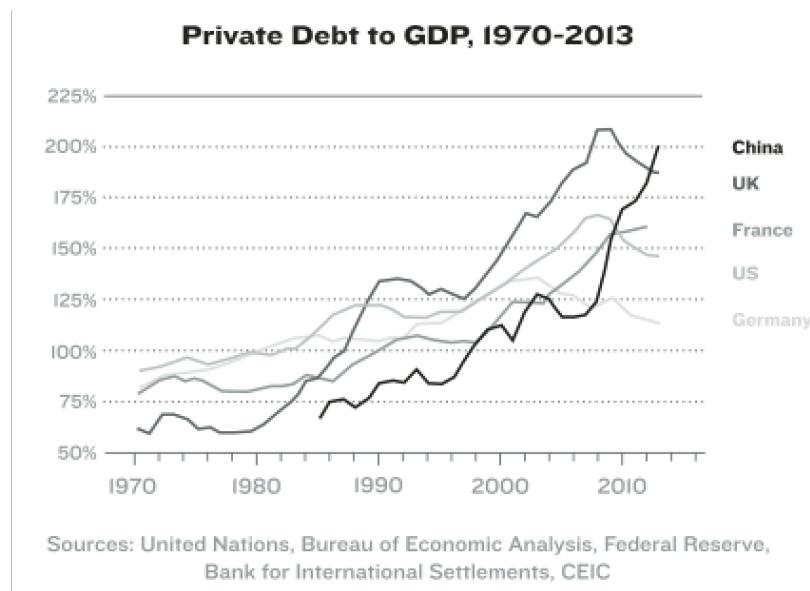
5. <http://cib.natixis.com/flushdoc.aspx?id=85211>

6. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/contenu/autre/GTE-bulle-financiere.pdf>

7. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/contenu/autre/Revuemars2015-panorama.pdf>

8. Cf. graphiquesur <http://tendanceclaire.npa.free.fr/contenu/autre/Revuemars2015-panorama.pdf>

9. <https://thenextrecession.wordpress.com/2015/05/12/ben-bernanke-and-the-decline-of-the-middle-class/>



### La Russie plonge en récession

Comme nous l'indiquions en mars dernier<sup>10</sup>, la Russie est frappée de plein fouet par la baisse du prix du pétrole (depuis le milieu de l'année 2014) et par les sanctions occidentales. Elle est désormais en récession, avec une baisse (néanmoins moins forte qu'attendue) de 1,9% de l'activité économique au 1er trimestre 2015. Une baisse de 3 à 5% du PIB est attendue pour cette année par les institutions internationales. La situation ne semble pas s'arranger au second trimestre, avec une pro-

duction industrielle qui a chuté de 4,5% au mois d'avril 2015 (par rapport à avril 2014) alors qu'elle avait bien résisté au premier trimestre. La mise en faillite de la banque russe Transportny coûtera 715 millions d'€ aux contribuables pour rembourser les déposants. Et les aides publiques au secteur bancaire ne font qu'augmenter pour éviter de nouvelles faillites.

Ce sont les travailleurs qui paient plein pot les conséquences de la crise. Les salaires réels moyens ont chuté de 13,2% en avril 2015 par rapport à avril 2014. Alors que Poutine doit une grande partie de sa popularité à la remise sur

pied de l'économie russe (après les catastrophiques années 1990), cette nouvelle situation peut alimenter une contestation du pouvoir en place. Sous Poutine, l'économie russe avait renoué avec la croissance, mais les inégalités n'ont pas été réduites. En 1990, les 20% les plus riches détenaient 32,7% des revenus monétaires ; en 1999, cette part est passée à 47,6% et elle est restée stable jusqu'à aujourd'hui. En revanche, les 20% les plus pauvres avaient 9,8% des revenus monétaires en 1990, 6% en 1999... et 5,2% en 2012 !

Gaston Lefranc,  
le 27 mai 2015

10. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/contenu/autre/Revuemars2015-Russie.pdf>

# Sommaire

<b>Chroniques helléniques</b> .....	(p. 1)
– Dette publique grecque : restructurer ou annuler ? .....	(p. 1)
– Le combat ne fait que commencer contre l'accord Merkel/Hollande/Tsipras .....	(p. 1)
– L'accord de la honte .....	(p. 4)
– Combattre l'accord Merkel/Hollande/Tsipras ! .....	(p. 5)
– Note sur la situation en Grèce .....	(p. 6)
– L'Eurogroupe de dimanche exige des mesures d'austérité .....	(p. 8)
– Schaüble propose de transformer la Grèce en colonie de l'UE .....	(p. 9)
– La trahison de Tsipras .....	(p. 12)
– Malgré la large victoire du NON au référendum, Tsipras prépare un accord odieux avec la Troïka .....	(p. 14)
– Et après le NON ? .....	(p. 15)
<b>France</b> .....	(p. 17)
– Crise sans précédent du lambertisme : l'explosion du POI est en cours .....	(p. 17)
– Le Conseil départemental du Gard fait la courte échelle au FN .....	(p. 20)
– Une vie sacrifiée aux intérêts du marché : Orange doit payer ! .....	(p. 20)
– La réforme du collège : ni pour les élèves, ni pour les enseignant-e-s ! .....	(p. 22)
– Société générale : il faut un nouveau procès pour condamner les vrais coupables ! .....	(p. 25)
<b>NPA – Bilan du CPN de juin 2015</b> .....	(p. 25)
– Un CPN paralysé à cause du refus persistant de constituer une nouvelle majorité .....	(p. 25)
– Non à la violation des votes du congrès ! .....	(p. 26)
<b>NPA – CPN des 16 et 17 mai 2015</b> .....	(p. 27)
– Vers une nouvelle majorité du NPA : un essai à transformer en pratique .....	(p. 27)
– Pendant combien de temps encore nos porte-parole vont-ils refuser de porter l'analyse marxiste de la crise faite par le NPA ? .....	(p. 28)
– Proposition d'adresse du NPA à Lutte Ouvrière .....	(p. 29)
<b>Contre toutes les oppressions</b> .....	(p. 30)
– Solidarité active avec les travailleuses du sexe de Belleville ! .....	(p. 30)
– Non à l'expulsion du camp de Roms à Ivry (94) ! .....	(p. 32)
– Retour sur l'occupation de la caserne Château-Landon par les migrants expulsés de la Chapelle .....	(p. 34)
– Solidarité anti-impérialiste avec les migrant-e-s expulsé-e-s de la Chapelle ! .....	(p. 36)
<b>International</b> .....	(p. 38)
– Les contradictions du capitalisme chinois commencent à éclater .....	(p. 38)
– Que signifie la reprise de la guerre turco-kurde ? .....	(p. 39)
– Les Kurdes du Rojava seul-e-s contre tous ? .....	(p. 41)
– Le système de santé sud-coréen à l'épreuve du Mers-corona virus .....	(p. 42)
<b>Économie</b> .....	(p. 44)
– France : la dette publique augmente malgré des taux très bas .....	(p. 44)
– Dette publique et dette privée : les vases communicants .....	(p. 45)
– Quelques leçons à tirer de la situation économique mondiale .....	(p. 45)

## Qui sommes nous ?

La Tendance CLAIRE du NPA (pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire) a été fondée le 14 février 2009, au lendemain du congrès fondation du NPA, par les militant-e-s venant de l'ex-Groupe CRI, certain-e-s de l'ex-LCR et d'autres sans parti auparavant. Sa base est constituée par le programme fondateur de la IVe Internationale, par les textes soumis aux AG électives et au congrès fondateur du NPA et par l'ensemble de ses élaboreations publiées depuis.

La Tendance CLAIRE a initié avec d'autres camarades la plateforme 4 lors du congrès du NPA de février 2011 (3,7% des voix) et, avec le CCR, la plateforme Z lors du congrès de février 2013 (9% des voix).

Tout en contribuant résolument à construire le NPA dans la classe ouvrière et la jeunesse, la TC fait des propositions alternatives à l'orientation mise en œuvre par la direction majoritaire. Elle estime notamment que le refus de trancher entre projet d'un véritable parti révolutionnaire et projet d'une recomposition de la gauche de la gauche est à l'origine de la crise du NPA et nécessite de surmonter les importantes limites et ambiguïtés des textes fondateurs. La TC poursuit son combat pour une grande Tendance révolutionnaire, pour un NPA révolutionnaire démocratique et ouvert qui donne la priorité à la lutte des classes et porte un programme de transition axé sur l'objectif du gouvernement des travailleurs et des travailleuses.

La Tendance CLAIRE du NPA édite le bulletin Au CLAIR de la lutte (N ISSN : 2101-6135). Le comité de rédaction est composé d'Anne Brassac, Nicolas Faure, Laura Fonteyn, Gaston Lefranc, Pauline Mériot, Antoni Mivani, Nina Pradier, Jean Veymont et Ludovic Wolfgang, responsable de la publication. Des pages de tribune libre sont ouvertes aux lecteurs après accord du comité de rédaction.

- Site du NPA : <http://www.npa2009.org>
- Site de la Tendance CLAIRE du NPA : <http://tendanceclaire.npa.free.fr>
- Courriel : [tendanceclaire.npa@free.fr](mailto:tendanceclaire.npa@free.fr)
- Téléphone : 06 64 91 49 63